

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 17 november 2005.

De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE
De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,
M. DAERDEN
De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD
De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET
De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT
De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE
De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

(1) *Zitting 2004-2005.*

Stukken van de Raad 186 (2004-2005) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 16 november 2005.

Bespreking. Stemming.

Het Samenwerkingsakkoord werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 juni 2003 op bladzijde 29921 en volgende.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 3618

[2005/203367]

15 DECEMBRE 2005. — Décret portant diverses modifications au Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, et au Code des droits de succession (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Adaptation des tarifs des droits de donation*

Article 1^{er}. A l'article 131 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'article 32 de la loi du 22 décembre 1977, par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000, par l'article 42, 5°, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001 et par l'article 1^{er} du décret-programme du 18 décembre 2003, les deux dernières colonnes du tableau II sont remplacées par ce qui suit :

« —————

Entre toutes
autres
personnes

—————

a b

—————

p.c. EUR

—————

30

35 3.750,00

60 8.125,00

80 38.125,00

80 118.125,00

————— »

Art. 2. Un article 131*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 131*bis*. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 131, pour les donations entre vifs de biens meubles, il est perçu, sur l'émolument brut de chacun des donataires, un droit proportionnel de :

1° 3 % pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux;

2° 5 % pour les donations entre frères et sœurs, et entre oncles ou tantes et neveux ou nièces;

3° 7 % pour les donations à d'autres personnes.

§ 2. Lorsque la donation a pour objet des instruments financiers ou des instruments financiers connexes, au sens de l'article 2, 1^o et 2^o, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, le tarif réduit du § 1^{er} n'est applicable que s'il s'agit :

1^o d'instruments financiers ou d'instruments financiers connexes au sens de la loi du 2 août 2002 précitée, d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui exerce, elle-même ou elle-même et ses filiales, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, à titre principal, sur une base consolidée pour la société et ses filiales, pour l'exercice comptable en cours de la société et pour chacun des deux derniers exercices comptables de la société clôturés au moment de l'acte;

dans ce cas, le donataire doit déclarer, dans le corps de l'acte, que les conditions de l'alinéa précédent sont réunies;

les donataires qui demandent l'application de cette disposition sont tenus de communiquer, sans déplacement, à toute réquisition des agents de l'administration compétente, l'objet social de la société ou de ses filiales, selon le cas, ainsi que la ventilation du chiffre d'affaires de la société ou de ses filiales, selon le cas, entre ses activités industrielles, commerciales, artisanales, agricoles ou forestières, sa profession libérale, charge ou office, et ses autres activités, pour l'exercice comptable en cours et pour chacun des deux derniers exercices comptables clôturés au moment de l'acte;

en cas de déclaration inexacte, le tarif au taux normal de l'article 131, sous déduction du droit déjà payé, est exigible;

2^o d'instruments financiers ou d'instruments financiers connexes admis aux négociations sur un marché organisé belge qui est reconnu en qualité de marché réglementé en application de l'article 3 de la loi du 2 août 2002, ou sur un marché d'instruments financiers qui est organisé par une entreprise de marché qui est reconnu par l'Etat d'établissement de ce marché, soit en qualité de marché réglementé par un Etat membre de l'Espace économique européen autre que la Belgique en application de l'article 1^{er}, 13., de la Directive 93/22/C.E.E. du Conseil des Communautés européennes du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, soit en qualité de marché similaire à un tel marché réglementé par un Etat non membre de l'Espace économique européen;

3^o d'effets publics visés par l'article 21, III, du Code des droits de succession.

§ 3. Le tarif du § 1^{er} n'est pas applicable :

1^o aux donations entre vifs d'une nue-propriété ou d'un usufruit sur des biens meubles autres que ceux visés par le § 2, 1^o, 2^o ou 3^o;

2^o aux donations entre vifs de biens meubles qui sont affectées d'une condition suspensive autre que celles visées à l'article 17, ou d'un terme suspensif, à moins que cette condition soit réalisée ou que ce terme soit échu au moment de la présentation à l'enregistrement. »

Art. 3. Un article 131^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 131^{ter}. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 131, pour les donations en ligne directe, entre époux et entre cohabitants légaux, de la part en pleine propriété du donateur dans un immeuble destiné en tout ou en partie à l'habitation et qui est situé dans la Région wallonne et dans lequel le donateur a sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de la donation, il est perçu un droit proportionnel sur l'émolument brut de chacun des donataires qui en demandent l'application, d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

Celui-ci mentionne :

sous la lettre *a* : le pourcentage applicable à la tranche correspondante;

sous la lettre *b* : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tranche de la donation		<i>a</i>	<i>b</i>
de	à inclus		
EUR	EUR	p.c.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
au-delà de 500.000		30	76.000

§ 2. Pour l'application de cette disposition, la preuve du fait que le donateur avait sa résidence principale dans l'immeuble considéré résultera, sauf preuve du contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

Le bénéfice du tarif réduit est maintenu même lorsque le donateur n'a pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou de raison impérieuse de nature médicale, familiale, professionnelle ou sociale.

Par raison impérieuse de nature médicale au sens du présent article, on entend notamment un état de besoin en soins dans le chef du donateur, de son conjoint, de son cohabitant légal, de ses enfants ou des enfants de son conjoint ou cohabitant légal, apparu après l'achat de l'habitation, qui a placé ce donateur dans l'impossibilité de rester dans l'habitation, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale.

§ 3. Pour les actes de donation soumis au droit du § 1^{er}, est exempt du droit de donation, ce qui est donné à un donataire en ligne directe, entre époux, ou entre cohabitants légaux :

- à concurrence d'un montant de 12.500,00 euros;

- à concurrence d'un montant supplémentaire de 12.500,00 euros, lorsque l'émolument brut de ce donataire, soumis au droit du § 1^{er}, n'excède pas 125.000,00 euros.

Le montant total exempté est imputé par priorité sur les tranches successives de l'émolument brut soumis au droit du § 1^{er}, en commençant par la plus basse. »

Art. 4. A l'article 132², alinéa 2, 3^o, du même Code, remplacé par l'article 157 de la loi du 22 décembre 1989 et modifié par l'article 2 du décret du 18 décembre 2003, les mots "ou principalement" sont insérés entre les mots "exclusivement" et "de l'adoptant".

Art. 5. Un article 132³, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 132³. Pour l'application de la présente section, sont assimilées à des donations en ligne directe, moyennant justifications à fournir par l'intéressé :

1^o les donations entre une personne et un enfant du conjoint ou du cohabitant légal de cette personne; cette assimilation s'opère également lorsque cette donation a lieu après le décès de ce conjoint ou de ce cohabitant légal;

2^o les donations entre une personne et l'enfant qu'elle a élevé comme parent d'accueil au sens de l'article 1^{er}, 5^o, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, ou comme tuteur, subrogé tuteur ou tuteur officieux au sens du Titre X du Livre premier du Code civil, à la condition que l'enfant, avant d'avoir atteint l'âge de vingt et un ans et pendant six années ininterrompues, ait reçu exclusivement ou principalement de cette personne, ou éventuellement de cette personne et de son conjoint ou de son cohabitant légal ensemble, les secours et les soins que les enfants reçoivent normalement de leurs parents. »

Art. 5bis. A l'article 133 du même Code, les alinéas 2 à 4 sont remplacés par l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans les cas suivants, la base imposable est déterminée comme suit.

a) Si la donation a pour objet des effets publics cotés en bourse, la base imposable est déterminée par la valeur résultant du dernier prix courant publié par ordre du gouvernement avant la date où le droit est devenu exigible.

b) Si la donation a pour objet l'usufruit ou la nue-propriété d'un immeuble, la base imposable est déterminée de la manière indiquée aux articles 47 à 50.

c) Si la donation a pour objet l'usufruit de biens meubles établi sur la tête du donataire ou d'un tiers, la base imposable est le montant obtenu en multipliant le revenu annuel du bien, fixé de manière forfaitaire à 4 pour cent de la valeur vénale de la pleine propriété des biens, par le coefficient porté au tableau de l'article 47, alinéa premier, et déterminé par l'âge de la personne sur la tête de laquelle l'usufruit est constitué, au jour de l'acte de donation.

Si l'usufruit de biens meubles est établi pour un temps limité, la base imposable est représentée par la somme obtenue en capitalisant au taux de 4 pour cent le revenu annuel, compte tenu de la durée assignée à l'usufruit par la convention. Ce revenu annuel est fixé de manière forfaitaire à 4 pour cent de la valeur vénale de la pleine propriété de ces biens. Le montant ainsi obtenu de la base imposable ne peut toutefois excéder, soit la valeur déterminée selon l'alinéa précédent, s'il s'agit d'un usufruit constitué au profit d'une personne physique, soit le montant de vingt fois le revenu annuel précité, s'il s'agit d'un usufruit constitué au profit d'une personne morale.

En aucun cas, il ne peut être assigné à l'usufruit une valeur supérieure aux quatre cinquièmes de la valeur vénale de la pleine propriété des biens meubles donnés.

Si l'usufruit est ou a été constitué sur la tête de deux ou plusieurs personnes avec droit d'accroissement ou de réversion, l'âge à prendre en considération pour la détermination du coefficient porté au tableau de l'article 47, alinéa premier, est celui de la personne la plus jeune.

d) En ce qui concerne les donations de la nue-propriété de biens meubles, la base imposable est la valeur vénale de la pleine propriété des biens, déduction faite de la valeur de l'usufruit déterminée selon le c) ci-dessus.

Toutefois, en cas d'application du taux réduit de l'article 131bis à une donation de la nue-propriété de biens meubles dont l'usufruit est réservé par le donateur, la base imposable est la valeur vénale de la pleine propriété des biens.

e) Si la donation a pour objet une rente ou une pension viagère, le droit est liquidé sur le montant annuel de la prestation multiplié par le coefficient porté au tableau de l'article 47, alinéa premier, et déterminé par l'âge du bénéficiaire, au jour de l'acte de donation.

f) Si la donation a pour objet une rente perpétuelle, le droit est liquidé sur le montant annuel de la rente multiplié par vingt. »

Art. 6. L'article 134 du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Dans la mesure où la donation est soumise au tarif de l'article 131, la charge est également imposée à titre de donation dans le chef du tiers selon les tarifs fixés à l'article 131.

Dans la mesure où la donation est soumise au tarif de l'article 131ter, la charge est également imposée à titre de donation dans le chef du tiers selon les tarifs fixés à l'article 131ter. »

Art. 7. A l'article 135, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 21 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967, et modifié par l'article 158, 1^o, de la loi du 22 décembre 1989, par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'article 42, 5^o, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001, les mots "fixé à l'article 131 et du droit fixé à l'article 131ter," sont insérés entre les mots "Le montant du droit" et "liquidé à charge du donataire".

Art. 8. A l'article 136, alinéa 4, du même Code, le mot "légitimes" est supprimé.

Art. 9. A l'article 137 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots "soumise au droit de l'article 131 ou de l'article 131ter," sont insérés entre les mots "Pour déterminer le tarif applicable à la donation" et "la base imposable de celle-ci",

2^o les mots "soumises au droit de l'article 131 ou de l'article 131ter," sont insérés entre les mots "perception sur les donations" et "déjà intervenues entre les mêmes parties".

Art. 10. A l'article 138¹ du même Code, modifié par l'article 160 de la loi du 22 décembre 1989, par l'article 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 2000 et par l'article 42, 5^o, de l'arrêté royal du 13 juillet 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er},

- les mots "soumis au droit de l'article 131 et les actes de donation soumis au droit de l'article 131ter," sont insérés entre les mots "Les actes de donations" et ", qu'ils soient obligatoirement";

- les mots "soumises au droit de l'article 131 ou au droit de l'article 131ter, et" sont insérés entre les mots "une ou des donations" et "constatées par actes";

2° à l'alinéa 3, les mots "pour les actes de donation soumis au droit de l'article 131 ou de l'article 131ter," sont insérés entre les mots "prévues au présent article" et "peuvent être faites".

Art. 11. A l'article 139 du même Code, les mots "ou du lien d'alliance ou de cohabitation légale, ou du statut de parent d'accueil," sont insérés entre les mots "du degré de parenté" et "entre le donateur et le donataire".

Art. 12. A l'article 140, du même Code, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1957, par l'article 4 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957, par l'article 4 de l'arrêté royal du 27 juillet 1961, par l'article 55 de la loi du 22 juillet 1970, par l'article 161 de la loi du 22 décembre 1989, par l'article 13 de la loi du 20 juillet 1990, par l'article 43 de la loi du 2 mai 2002 annulé par l'arrêt n° 45/2004 de la Cour d'arbitrage du 17 mars 2004, et par l'article 12 du décret-programme du 18 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les droits fixés selon le cas aux articles 131 ou 131bis, sont réduits :

1° à 5,5 % pour les donations faites :

- aux provinces, aux communes, aux établissements publics provinciaux et communaux, aux intercommunales, aux régies communales autonomes, situés en Région wallonne;

- aux sociétés agréées par la Société wallonne du Logement;

- au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie;

- aux organismes à finalité sociale visés à l'article 191 du Code wallon du logement, qui sont agréés par le Gouvernement wallon en tant qu'agence immobilière sociale, régie des quartiers ou association de promotion du logement;

1°bis à 0 % pour les donations faites :

- à la Région wallonne, à la Communauté française et à la Communauté germanophone;

- aux personnes morales de droit public créées par un décret des conseils des Région et Communautés citées au premier tiret;

2° à 7 % pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites aux associations sans but lucratif, aux mutualités ou unions nationales de mutualités, aux unions professionnelles et aux associations internationales sans but lucratif, aux fondations privées et aux fondations d'utilité publique;

3° 100 euros pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites aux fondations ou personnes morales visées au 2°, lorsque le donateur est lui-même l'une de ces fondations ou personnes morales :

4° 1,10 % pour les donations, y compris les apports à titre gratuit, faites par les communes aux fonds de pension créées par elles sous forme d'association sans but lucratif en exécution d'un plan d'assainissement financier approuvé par l'autorité de tutelle. »;

2° à l'alinéa 2, les mots "Les réductions inscrites à l'alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°" sont remplacés par les mots "Les réductions inscrites à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 4°". Les mots "et aux fondations visées à l'alinéa 1^{er}, 2°" sont ajoutés après les mots "aux personnes morales".

A l'alinéa 2, a est ajouté entre les mots "la personne morale" et "doit" les mots "ou la fondation"

3° à l'alinéa 2, b,

- est ajouté entre les mots "la personne morale" et "doit" les mots "ou la fondation. Ensuite est ajouté l'alinéa suivant :

« toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque le donataire est une fondation privée, cette fondation privée doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature sociale, au moment de la donation; »;

- à l'alinéa 2, c est ajouté entre les mots "la personne morale" et "doit" les mots "ou la fondation". Ensuite les mots "Lorsque la personne morale donataire mentionnée" sont remplacés par les mots "Lorsque le donataire mentionné".

4° cet article est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le donataire mentionné aux deux premiers alinéas est une fondation privée valablement constituée en Belgique ou valablement constituée à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elle relève, l'application du taux réduit est subordonnée au dépôt par la fondation, en même temps que l'acte où est mentionnée la donation, d'une attestation de l'agrément de cette fondation comme ayant un caractère social, demandé au Ministre des Finances de la Région wallonne. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de la demande de cet agrément. »

CHAPITRE II. — *Adaptation des tarifs des droits de succession*

Art. 13. L'article 54, 1°, du Code des droits de succession, remplacé par l'article 3 du décret du 22 octobre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe appelé légalement à la succession, ou entre époux, ou entre cohabitants légaux visés à l'article 48 :

- à concurrence d'un montant de 12.500,00 euros;

- à concurrence d'un montant supplémentaire de 12.500,00 euros, lorsque la part nette recueillie par cet ayant droit n'excède pas 125.000,00 euros.

Le montant total exempté est augmenté, en faveur des enfants du défunt qui n'ont pas atteint l'âge de vingt et un ans, de 2.500,00 euros pour chaque année entière restant à courir jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de vingt et un ans et, en faveur du conjoint ou du cohabitant légal survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs.

Le montant total exempté, éventuellement augmenté, est imputé par priorité sur les tranches successives de la part nette dans un bien immeuble visé par le tarif spécifique de l'article 60ter, en commençant par la plus basse, le solde étant éventuellement imputé sur les tranches successives de la part nette dans les autres biens soumis au tarif normal de l'article 48, tableau I, en commençant par la plus basse. »

Art. 14. L'article 55 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 55. Sont exempts des droits de succession et de mutation par décès, les legs faits :

- à la Région wallonne, à la Communauté française et à la Communauté germanophone;

- aux personnes morales de droit public créées par un décret des conseils des Région et Communautés citées au premier tiret. »

Art. 15. L'article 59 du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 59. Les droits de succession et de mutation par décès sont réduits :

1° à 5,5 % pour les legs faits :

- aux provinces, aux communes, aux établissements publics provinciaux et communaux, aux intercommunales, aux régies communales autonomes, situés en Région wallonne;

- aux sociétés agréées par la Société wallonne du Logement;

- au Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie;

- aux organismes à finalité sociale visés à l'article 191 du Code wallon du logement, qui sont agréés par le Gouvernement wallon en tant qu'agence immobilière sociale, régie des quartiers ou association de promotion du logement;

2° à 7 % pour les legs faits aux associations sans but lucratif, aux mutualités ou unions nationales de mutualités, aux unions professionnelles et aux associations internationales sans but lucratif, aux fondations privées et aux fondations d'utilité publique. »

Art. 16. A l'article 60 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots " Les articles 55 et 59 ne sont applicables " sont remplacés par les mots " L'article 59, 2°, n'est applicable qu'aux ";

2° au § 2, aliéna 1^{er}, *b*, est ajouté l'alinéa suivant :

« toutefois, par dérogation à ce qui précède, lorsque cette personne morale est une fondation privée, cette fondation privée doit poursuivre dans ce siège, à titre principal et dans un but désintéressé, des objectifs de nature sociale, au moment de l'ouverture de la succession; »;

3° cet article est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Lorsque la personne morale mentionnée au paragraphe 1^{er} est une fondation privée valablement constituée en Belgique ou valablement constituée à l'étranger conformément à la loi de l'Etat dont elle relève, l'application du taux réduit est subordonnée au dépôt par la fondation, en même temps que la déclaration où est mentionné le legs recueilli, d'une attestation de l'agrément de cette fondation comme ayant un caractère social, demandé au Ministre des Finances de la Région wallonne. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de la demande de cet agrément. »

Art. 17. Un article 60^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 60^{ter}. § 1^{er}. Lorsque la succession du défunt comprend au moins une part en pleine propriété dans l'immeuble où le défunt a eu sa résidence principale depuis cinq ans au moins à la date de son décès et que cet immeuble, destiné en tout ou en partie à l'habitation et situé en Région wallonne, est recueilli par un héritier, un légataire ou un donataire en ligne directe, par le conjoint ou le cohabitant légal du défunt, le droit de succession applicable à la valeur nette de sa part dans cette habitation est fixé d'après le tarif indiqué dans le tableau ci-après.

Celui-ci mentionne :

sous la lettre *a* : le pourcentage applicable à la tranche correspondante;

sous la lettre *b* : le montant total de l'impôt sur les tranches précédentes.

Tableau relatif au tarif préférentiel pour les parts nettes dans des habitations			
Tranche de la donation			
de	à inclus	<i>a</i>	<i>b</i>
EUR	EUR	p.c.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
au-delà de 500.000		30	76.000

§ 2. Pour l'application de cette disposition, la preuve du fait que le défunt avait sa résidence principale dans l'immeuble considéré résultera, sauf preuve du contraire, d'un extrait du registre de la population ou du registre des étrangers.

Le bénéfice du tarif réduit est maintenu même lorsque le défunt n'a pu conserver sa résidence principale dans l'immeuble considéré pour cause de force majeure ou de raison impérieuse de nature familiale, médicale, professionnelle ou sociale.

Par raison impérieuse de nature médicale au sens du présent article, on entend notamment un état de besoin en soins dans le chef du défunt, de son conjoint, de son cohabitant légal, de ses enfants ou des enfants de son conjoint ou cohabitant légal, apparu après l'achat de l'habitation, qui a placé ce défunt dans l'impossibilité de rester dans l'habitation, même avec l'aide de sa famille ou d'une organisation d'aide familiale.

§ 3. Par valeur nette, il faut entendre la valeur de la part dans l'habitation visée au § 1^{er}, diminuée du solde des dettes et des frais funéraires après imputation sur les biens visés par l'article 60^{bis}, comme prévu à l'article 60^{bis}, § 2, à l'exclusion de celles se rapportant spécialement à d'autres biens. »

Art. 18. A l'article 66bis du Code des droits de succession, inséré par l'arrêté royal du 3 juillet 1939, il est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« La disposition de l'alinéa premier n'est pas applicable :

1° aux donations de biens meubles ayant fait l'objet du droit proportionnel fixé à l'article 131bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe;

2° aux donations d'entreprises ayant fait l'objet du droit réduit fixé à l'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. »

Art. 19. L'article 66ter du Code des droits de succession, inséré par le décret du 17 décembre 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 66ter. En cas d'application de l'article 60ter, les parts des ayants droit dans les valeurs nettes visées à cet article sont ajoutées à leur part dans la valeur imposable des autres biens, pour l'application du tarif progressif de l'article 48 sur la transmission de ces autres biens. »

CHAPITRE III. — *Simplification des transmissions d'entreprises, pour ce qui concerne les droits de succession et les droits de donation*

Section 1^{re}. — Transmission d'entreprises en droits de donation

Art. 20. L'article 140bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 140bis. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 131 et 131bis, le droit de donation est réduit à 0 % pour les donations d'entreprise, lorsque ces donations, constatées par acte authentique, ont pour objet :

1° la transmission à titre gratuit d'un droit réel sur des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le donateur, seul ou avec d'autres personnes, exerce, au jour de la donation, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office.

Le droit fixé à l'article 131 reste néanmoins applicable aux transmissions de droits réels sur des biens immeubles affectés totalement à l'habitation au moment de l'acte authentique de la donation. Le droit fixé à l'article 131 reste également applicable aux transmissions de droits réels sur des biens immeubles affectés partiellement à l'habitation au moment de l'acte authentique de la donation, dans la mesure de la valeur vénale de la partie de l'immeuble affectée à l'habitation, par rapport à la valeur vénale totale de l'immeuble;

2° la transmission à titre gratuit d'un droit réel sur :

a) des titres d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui exerce, elle-même ou elle-même et ses filiales, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, à titre principal sur une base consolidée pour la société et ses filiales, pour l'exercice comptable en cours de la société et pour chacun des deux derniers exercices comptables de la société clôturés au moment de l'acte authentique de la donation;

b) des créances sur une société visée au a) qui précède.

§ 2. La réduction du droit établie par le § 1^{er} est subordonnée à la réunion des conditions suivantes :

1° il doit s'agir d'une entreprise :

- soit occupant en Wallonie du personnel inscrit à l'Office national de la Sécurité sociale, à la date de l'acte authentique de la donation,

- soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise en Wallonie, sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, à la date de l'acte authentique de la donation;

2° lorsqu'il s'agit de titres et créances visés au § 1^{er}, 2° :

- l'ensemble des titres transmis doit représenter au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale, à la date de l'acte authentique de la donation;

- au cas où l'ensemble des titres qui ont été transmis représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionariat doit en outre être conclu pour une période minimale de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation, et porter sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionariat, les parties s'engagent à respecter les conditions visées à l'article 140quinquies, § 1^{er};

3° le donataire demandant l'application du droit réduit, doit déclarer, dans le corps de l'acte ou au pied de l'acte, que les conditions du présent article sont réunies et annexer à l'acte une déclaration signée dont le Gouvernement de la Région wallonne détermine le modèle, ainsi que les pièces devant l'accompagner; lorsque l'acte concerne plusieurs continueurs, ces derniers peuvent déposer une déclaration commune signée par chacun d'eux.

Pour l'application de la présente sous-section, ce donataire demandant l'application du droit réduit et faisant cette déclaration, est dénommé "continueur".

§ 3. Par "titres", il faut entendre :

a. les actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts d'une société;

b. les certificats se rapportant à des titres visés sous a :

- lorsqu'ils sont émis par des personnes morales qui ont leur siège dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen et qui sont propriétaires des titres auxquels se rapportent les certificats;

- lorsque l'émetteur des certificats exerce tous les droits attachés aux titres auxquels ils se rapportent, en ce compris le droit de vote;

- et lorsque ce certificat constate, au bénéfice de son titulaire, le droit d'exiger de l'émetteur propriétaire des titres tout produit et revenu attaché aux titres visés par l'opération de certification.

§ 4. Par "créances", il faut entendre tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres, consenti par le donateur à une société dont il possède des titres, lorsque ce prêt a un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercée soit par la société elle-même, soit par la société elle-même et ses filiales.

Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède la partie du capital social qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du donateur, à la date de l'acte authentique de donation. Les bénéficiaires, autres que les bénéficiaires distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital, ne sont pas considérés comme du capital libéré. »

Art. 21. A l'article 140ter, 3^o, troisième tiret, a), du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, le mot "actions" est inséré entre les mots "le droit réel dont il est titulaire sur les" et "ou parts faisant l'objet de la donation".

B. Le même article 140ter du même Code est abrogé.

Art. 22. A l'article 140quater, inséré par la loi du 22 décembre 1998, les mots "aux articles 140bis et 140ter" sont remplacés par les mots "à l'article 140bis".

Art. 23. A l'article 140quinquies, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, dont le texte actuel formera le § 2, sont apportées les modifications suivantes :

1^o il est inséré un § 1^{er}, rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Le droit réduit de l'article 140bis n'est maintenu qu'à condition que :

1^o l'entreprise poursuit une activité pendant au moins cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation, soit dans le chef de l'entreprise visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées à l'article 140bis, § 1^{er}, 2^o, a);

2^o le total du nombre de travailleurs dans l'entreprise en Wallonie et du nombre de personnes indépendantes liées à titre principal à l'entreprise en Wallonie et en ordre de cotisation dans le cadre de leur statut social des travailleurs indépendants, exprimé en unités de temps plein et au moins égal à une unité de temps plein, soit maintenu au moins à 75 % et ce, en moyenne d'année en année durant les cinq premières années à compter de la date de l'acte authentique de la donation, soit dans le chef de l'entreprise visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées à l'article 140bis, § 1^{er}, 2^o, a).

Si le nombre total obtenu dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5;

3^o les avoirs investis dans une activité, une profession libérale ou une charge ou office visés à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, ou le capital social d'une société visée à l'article 140bis, § 1^{er}, 2^o, ne diminuent pas à la suite de prélèvements ou de distributions au cours des cinq premières années à compter de la date de l'acte authentique de la donation;

4^o le siège de direction effective de la société ne soit pas transféré, durant les cinq ans à compter de l'acte authentique de la donation, dans un Etat non membre de l'Union européenne;

5^o les continuateurs qui n'ont pas offert de payer le droit dû tel que visé à l'article 140sexies, fournissent au receveur du bureau où l'acte a été enregistré, à l'issue de la période de cinq ans après le décès visée aux 1^o à 4^o ci-dessus, une déclaration signée attestant que les conditions visées aux 1^o à 4^o ci-dessus et à l'alinéa 2 restent remplies. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de cette déclaration, ainsi que les pièces devant l'accompagner.

Pour ce qui concerne les droits réels sur des biens immeubles transmis avec le bénéfice du droit réduit prévu à l'article 140bis, § 1^{er}, 1^o, ce droit réduit n'est également maintenu, qu'à la condition que ces biens immeubles ne soient pas affectés à l'habitation, partiellement ou totalement, pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date de l'acte authentique de la donation. En cas d'affectation nouvelle partielle à l'habitation du bien immeuble transmis avec le bénéfice du droit réduit, le droit réduit n'est toutefois retiré que dans la mesure de la valeur vénale de la partie de l'immeuble nouvellement affectée à l'habitation, par rapport à la valeur vénale totale de l'immeuble transmis avec le bénéfice du droit réduit. »

2^o au § 2, sont apportées les modifications suivantes :

- à l'alinéa 1^{er}, les mots "du donataire, lorsque ce dernier :" sont remplacés par les mots "du continuateur, à partir du moment où les conditions du § 1^{er} ne sont plus remplies, sauf si ce continuateur a fait usage de la possibilité d'offrir de payer le droit dû prévue par l'article 140sexies, avant ce moment";

- à l'alinéa 1^{er}, les a), b) et c), sont abrogés;

- les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 24. A l'article 140sexies, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le mot "donataire" est remplacé par le mot "continuateur";

2° les mots "l'activité doit être poursuivie ou le droit réel sur les actions ou parts doit être maintenu" sont remplacés par les mots "les conditions de l'article 140quinquies, § 1^{er}, doivent être maintenues et avant l'arrivée du moment mentionné à l'article 140quinquies, § 2."

Art. 25. L'article 140septies, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié par le décret-programme du 3 février 2005, est abrogé.

Art. 26. A l'article 140octies, inséré par la loi du 22 décembre 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "à l'article 140quinquies" sont remplacés par les mots "à l'article 140quinquies, § 2,";

2° à l'alinéa 2, le mot "donataire" est remplacé par le mot "continuateur".

Section 2. — Transmission d'entreprises en droits de succession

Art. 27. L'article 48-2 du Code des droits de succession, inséré par la loi du 8 août 1980 et modifié par le décret du 14 novembre 2001 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001, est abrogé.

Art. 28. L'article 60bis du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60bis. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 48, le droit de succession et le droit de mutation par décès sont réduits à 0 %, pour l'obtention d'une part nette dans une entreprise, lorsque la succession, ou la liquidation du régime matrimonial consécutive au décès :

1° comprend un droit réel sur des biens composant une universalité de biens, une branche d'activité ou un fonds de commerce au moyen desquels le de cujus, seul ou avec d'autres personnes, exerçait, au jour du décès, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office;

Le droit fixé à l'article 48 reste néanmoins applicable aux transmissions de droits réels sur des biens immeubles affectés totalement à l'habitation au moment du décès. Le droit fixé à l'article 48 reste également applicable aux transmissions de droits réels sur des biens immeubles affectés partiellement à l'habitation au moment du décès, dans la mesure de la part dans cette partie de l'immeuble affectée à l'habitation, par rapport à la valeur vénale totale de l'immeuble;

2° comprend un droit réel sur :

a) des titres d'une société dont le siège de direction effective est situé dans un Etat membre de l'Union européenne et qui exerce, elle-même ou elle-même et ses filiales, une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, une profession libérale ou une charge ou office, à titre principal sur une base consolidée pour la société et ses filiales, pour l'exercice comptable en cours de la société et pour chacun des deux derniers exercices comptables de la société clôturés au moment du décès du de cujus;

b) des créances sur une société visée au a) qui précède.

§ 1^{er}bis. La réduction du droit établie par le § 1^{er} est subordonnée à la réunion des conditions suivantes :

1° il doit s'agir d'une entreprise :

- soit occupant en Wallonie du personnel inscrit à l'Office national de la Sécurité sociale, à la date du décès,

- soit dans laquelle le ou les exploitants et leur conjoint, leur cohabitant légal, leurs parents au premier degré et alliés, sont la seule main d'œuvre occupée dans l'entreprise en Wallonie, sont affiliés auprès d'une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et sont en ordre de cotisation dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants, à la date du décès;

2° lorsqu'il s'agit de titres et créances visés au § 1^{er}, 2° :

- l'ensemble des titres transmis doit représenter au moins 10 % des droits de vote à l'assemblée générale, à la date du décès;

- au cas où l'ensemble des titres qui ont été transmis représente moins de 50 % des droits de vote à l'assemblée générale, un pacte d'actionnariat doit en outre être conclu pour une période minimale de cinq ans à compter de la date du décès, et porter sur au moins 50 % des droits de vote à l'assemblée générale. Dans ce pacte d'actionnariat, les parties s'engagent à respecter les conditions visées au § 3;

3° les héritiers, légataires et donataires demandant l'application du droit réduit, doivent remettre au receveur compétent, au plus tard en même temps que la déclaration de succession, une attestation délivrée par le Gouvernement de la Région wallonne qui confirme que les conditions requises sont remplies pour les héritiers, légataires et donataires y mentionnés.

Pour l'application du présent article, ces héritiers, légataires et donataires demandant l'application du droit réduit et titulaires de cette attestation, sont dénommés "continuateurs".

Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de la demande et de la délivrance de ladite attestation, ainsi que les pièces devant l'accompagner.

§ 1^{er}ter. Par "titres", il faut entendre :

a les actions, parts bénéficiaires, droits de souscription et parts d'une société;

b les certificats se rapportant à des titres visés sous a :

- lorsqu'ils sont émis par des personnes morales qui ont leur siège dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen et qui sont propriétaires des titres auxquels se rapportent les certificats;

- lorsque l'émetteur des certificats exerce tous les droits attachés aux titres auxquels ils se rapportent, en ce compris le droit de vote;

- et lorsque ce certificat constate, au bénéfice de son titulaire, le droit d'exiger de l'émetteur propriétaire des titres tout produit et revenu attaché aux titres visés par l'opération de certification.

§ 1^{er}quater. Par "créances", il faut entendre tout prêt d'argent, représenté ou non par des titres, consenti par le défunt à une société dont il possède des titres, lorsque ce prêt a un lien direct avec les besoins de l'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou forestière, de la profession libérale ou de la charge ou office, exercée soit par la société elle-même, soit par la société elle-même et ses filiales.

Sont toutefois exclues les créances précitées, dans la mesure où le montant nominal total des créances excède la partie du capital social qui est réellement libérée et qui n'a fait l'objet ni d'une réduction ni d'un remboursement, dans le chef du défunt, à la date de son décès. Les bénéfices, autres que les bénéfices distribués et imposés comme tels, qui sont incorporés au capital, ne sont pas considérés comme du capital libéré.

§ 2. Par part nette, il faut entendre la valeur de l'ensemble des droits réels sur les biens visés au § 1^{er}, 1^o, ou la valeur des droits réels sur les titres et créances visés au § 1^{er}, 2^o, diminuée des dettes et des frais funéraires, à l'exclusion :

- des dettes se rapportant spécialement à d'autres biens que ceux transmis avec application du droit réduit;
- des dettes se rapportant spécialement à un bien immobilier partiellement transmis avec application du droit réduit au vu de son affectation partielle à l'habitation, et ce dans la même proportion que celle existant entre la part dans cette partie de l'immobilier utilisée pour l'habitation, et la valeur vénale totale de l'immobilier.

§ 3. Le droit réduit du § 1^{er} n'est maintenu qu'à condition que :

1^o l'entreprise poursuive une activité pendant au moins cinq ans à compter de la date du décès du de cujus, soit dans le chef de l'entreprise visée au § 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées au § 1^{er}, 2^o, a);

2^o le total du nombre de travailleurs et de personnes indépendantes satisfaisant aux conditions du § 1^{er}bis, 1^o, exprimé en unités de temps plein et au moins égal à une unité de temps plein, soit maintenu au moins à 75 % et ce, en moyenne d'année durant les cinq premières années à compter de la date du décès du de cujus, soit dans le chef de l'entreprise visée au § 1^{er}, 1^o, soit dans le chef de la société elle-même ou de la société et de ses filiales visées au § 1^{er}, 2^o, a).

Si le nombre total obtenu dépasse une unité et n'est pas un nombre entier, il est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que sa première décimale est ou non égale ou supérieure à 5;

3^o les avoirs investis dans une activité, une profession libérale ou une charge ou office visés au § 1^{er}, 1^o, ou le capital social d'une société visée au § 1^{er}, 2^o, ne diminuent pas à la suite de prélèvements ou de distributions au cours des cinq premières années à compter de la date du décès du de cujus;

4^o les continuateurs qui n'ont pas offert de payer le droit dû tel que visé au § 5, fournissent, à l'issue de la période de cinq ans après le décès visée aux 1^o à 3^o ci-dessus, une déclaration signée attestant que les conditions visées aux 1^o à 3^o ci-dessus et à l'alinéa 2 restent remplies. Le Gouvernement de la Région wallonne détermine les modalités de cette déclaration, ainsi que les pièces devant l'accompagner;

5^o à toute réquisition des agents désignés par le Gouvernement wallon au cours de la période de cinq ans après le décès visée aux 1^o à 3^o ci-dessus, les continuateurs qui n'ont pas offert de payer le droit dû tel que visé au § 5, communiquent par écrit, dans le mois de la date d'envoi de la demande, ce délai pouvant être prolongé pour de justes motifs, les éléments établissant que les conditions pour bénéficier du droit réduit restent remplies, lorsque des indices peuvent induire que les conditions visées aux 1^o à 3^o ci-dessus ou à l'alinéa 2, ne seraient plus remplies.

La demande précise ces indices pouvant induire que les conditions visées aux 1^o à 3^o ci-dessus ou à l'alinéa 2, ne seraient plus remplies.

Pour ce qui concerne les droits réels sur des biens immobiliers transmis avec le bénéfice du droit réduit prévu au § 1^{er}, 1^o, ce droit réduit n'est également maintenu, qu'à la condition que ces biens immobiliers ne soient pas affectés à l'habitation, partiellement ou totalement, pendant une durée ininterrompue de cinq ans à compter de la date du décès du de cujus. En cas d'affectation nouvelle partielle à l'habitation du bien immobilier transmis avec le bénéfice du droit réduit, le droit réduit n'est toutefois retiré que dans la mesure de la valeur vénale de la partie de l'immobilier nouvellement affectée à l'habitation, par rapport à la valeur vénale totale de l'immobilier transmis avec le bénéfice du droit réduit.

§ 4. Sauf cas de force majeure, le droit dû conformément aux articles 48 à 60 devient exigible à charge des continuateurs, à partir du moment où les conditions du § 3 ne sont plus remplies, sauf pour les continuateurs qui ont fait usage de la possibilité d'offrir de payer le droit dû prévue par le § 5, alinéas 1^{er} et 2, avant ce moment.

Lorsque le droit dû conformément aux articles 48 à 60, devient exigible en application de l'alinéa précédent, les continuateurs doivent déposer, au bureau qui a perçu le droit réduit, une nouvelle déclaration au sens de l'article 37, dans le délai de l'article 40 à compter de l'expiration de l'année au cours de laquelle l'une des causes de déduction de ce droit dû est intervenue.

§ 5. Tout continuateur qui a bénéficié de la réduction du droit, peut offrir de payer le droit dû conformément aux articles 48 à 60, avant l'expiration du délai de cinq ans pendant lequel les conditions du § 3 doivent être maintenues et avant l'arrivée du moment mentionné au § 4, alinéa 1^{er}.

Dans ce cas, le continuateur qui a bénéficié de la réduction du droit, doit déposer, au bureau de l'enregistrement qui a perçu le droit réduit, une nouvelle déclaration au sens de l'article 37, déterminant la consistance et la valeur des biens pour lesquels il désire acquitter le droit dû conformément aux articles 48 à 60.

§ 6. Les déclarations prescrites par les paragraphes 4 et 5, signées par le ou les continuateurs concernés, sont faites en deux exemplaires, dont l'un reste déposé au bureau de l'enregistrement et l'autre est envoyé par le ou les continuateurs concernés, revêtu d'un accusé de réception de cette nouvelle déclaration par le bureau de l'enregistrement, au service du Gouvernement wallon qui a délivré l'attestation visée au § 1^{er}bis, 3^o.

Ces déclarations mentionnent les nom, prénoms, date de naissance et de décès et dernier domicile du de cujus, le fait nouveau qui détermine la déduction du droit dû conformément aux articles 48 à 60 et tous les éléments nécessaires à la liquidation de l'impôt. »

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 29. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- de son chapitre 3, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006;
- de l'article 21, A., qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2005.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2005.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE
Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN
La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET
Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT
La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE
Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 279 (2005-2006), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 décembre 2005.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 3618

[2005/203367]

15. DEZEMBER 2005 — Dekret zur Einführung verschiedener Abänderungen im Gesetzbuch über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren und im Erbschaftssteuergesetzbuch (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Anpassung der Tarife der Schenkungssteuer*

Artikel 1 - In Artikel 131 des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, abgeändert durch Artikel 32 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977, durch Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000, durch Artikel 42, 5^o des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001 und durch Art.1 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003, werden die letzten zwei Spalten von Tabelle II durch Folgendes ersetzt:

«-----»

Unter allen
anderen
Personen

a b

v.H. EUR

30

35 3.750,00

60 8.125,00

80 38.125,00

80 118.125,00

-----»

Art. 2 - Es wird ein Artikel 131*bis* mit folgendem Wortlaut in dieses Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 131*bis* - § 1 - In Abweichung von Artikel 131 wird bei Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern auf dem brutto Schenkungsanteil jedes Schenkungsempfängers eine proportionale Steuer eingezogen, die sich auf Folgendes beläuft:

1° 3% für Schenkungen in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern;

2° 5% für Schenkungen zwischen Geschwistern, und zwischen Onkeln oder Tanten und Neffen oder Nichten;

3° 7% für Schenkungen an andere Personen.

§ 2. - Betrifft die Schenkung Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 2, 1° und 2° des Gesetzes vom 2. August 2002 über die Aufsicht über den Finanzsektor und die Finanzdienstleistungen ist der ermäßigte Tarif im Sinne von § 1 nur anwendbar, wenn es sich um folgende Finanzinstrumente handelt:

1° Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente (im Sinne des oben erwähnten Gesetzes vom 2. August 2002) einer Gesellschaft, deren effektiver Direktionsitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union gelegen ist, und die entweder selbst, oder selbst mit ihren Filialen zusammen, als hauptsächliche Tätigkeit eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten oder ein Amt ausübt, auf einer konsolidierten Grundlage für die Gesellschaft und ihre Filialen, für das laufende Rechnungsjahr der Gesellschaft und für jedes der letzten beiden am Tag der Schenkungsurkunde abgeschlossenen Rechnungsjahre der Gesellschaft;

in diesem Fall muss der Schenkungsempfänger im Text der Urkunde angeben, dass alle Voraussetzungen des vorigen Absatzes erfüllt sind;

die Schenkungsempfänger, die die Anwendung dieser Bestimmung verlangen, sind verpflichtet, vor Ort auf jede Aufforderung der Bediensteten der zuständigen Behörde den Gesellschaftszweck je nach Fall der Gesellschaft oder ihrer Filialen mitzuteilen, sowie die Verteilung des Umsatzes der Gesellschaft oder ihrer Filialen ggf. je nach ihren industriellen, gewerblichen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, ihrem freien Beruf, Posten oder Amt, und ihren sonstigen Tätigkeiten für das laufende Rechnungsjahr und für jedes der letzten beiden am Tag der Schenkungsurkunde abgeschlossenen Rechnungsjahre;

bei einer falschen Angabe ist der Tarif zum Normalsatz laut Artikel 131 einforderbar, nach Abzug der bereits gezahlten Steuer;

2° Finanzinstrumente oder konnexe Finanzinstrumente, die bei Verhandlungen auf folgenden Märkten akzeptiert werden: auf einem in Belgien oder im Ausland organisierten Markt, der im Sinne von Artikel 3 des Gesetzes vom 2. August 2002 als geregelter Markt anerkannt wird, oder auf einem Markt für Finanzinstrumente, der von einem vom Staat, in dem sich dieser Markt befindet, anerkannten Marktunternehmen organisiert wird, oder auf einem Markt, der von einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums außer Belgien in Anwendung von Artikel 1, 13 der Richtlinie 93/22/EWG des Rates vom 10. Mai 1993 über Wertpapierdienstleistungen als geregelter Markt anerkannt wird, oder auf einem einem solchen Markt gleichwertigen Markt, der von einem Staat, der nicht dem Europäischen Wirtschaftsraum angehört, geregelt wird;

3° Staatspapiere im Sinne von Artikel 21, III des Erbschaftssteuergesetzbuchs.

§ 3 - Der Tarif von § 1 ist nicht anwendbar:

1° auf Schenkungen unter Lebenden, die ein bloßes Eigentum oder einen Nießbrauch an anderen beweglichen Gütern als denjenigen im Sinne von § 2 1°, 2° oder 3° betreffen;

2° auf Schenkungen unter Lebenden von beweglichen Gütern, die mit einer aufhebenden Bedingung, die nicht diejenige im Sinne von Artikel 17 ist, oder mit einer aufschiebenden Frist verbunden sind, es sei denn, diese Bedingung ist bereits erfüllt oder diese Frist ist zum Zeitpunkt der Vorlage zur Einregistrierung abgelaufen.»

Art. 3 - Es wird ein Artikel 131*ter* bis mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 131*ter* - § 1 - In Abweichung von Artikel 131 wird für Schenkungen in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern, des Anteils, den der Schenker in Volleigentum in einem in der Wallonischen Region gelegenen Immobiliengut besitzt, das ganz oder teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt ist, und in dem der Schenker am Datum der Schenkung seit mindestens fünf Jahren seinen Hauptwohnsitz hat, auf dem brutto Schenkungsanteil jedes der Schenkungsempfänger, die die Anwendung dieser Bestimmung beantragen, eine proportionale Steuer eingezogen, deren Betrag in folgender Tabelle angegeben wird.

In der Tabelle wird Folgendes angegeben:

unter Buchstabe *a*: der auf die entsprechende Rate anwendbare Prozentsatz;

unter Buchstabe *b*: der Gesamtbetrag der Steuer auf die vorigen Raten.

Tabelle über den Vorzugstarif bei Schenkungen von Wohnungen			
Rate der Schenkung			
von	bis einschließlich	<i>a</i>	<i>b</i>
EUR	EUR	v.H.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
über 500.000		30	76.000

§ 2 - Zur Anwendung dieser Bestimmung besteht der Beweis der Tatsache, dass der Schenker seinen Hauptwohnsitz in dem betreffenden Immobiliengut hatte, vorbehaltlich des Gegenbeweises aus einem Auszug aus dem Bevölkerungs- oder Fremdenregister.

Der Vorteil des ermäßigten Tarifs wird erhalten, auch wenn der Schenker seinen Hauptwohnsitz in dem betreffenden Immobiliengut aus höherer Gewalt oder aus zwingenden Gründen gesundheitlicher, familiärer, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können.

Unter zwingendem Grund gesundheitlicher Art im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man insbesondere einen Zustand, in dem seitens des Schenkers, seines Ehepartners, seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, seiner Kinder oder der Kinder seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners ein Pflegebedürfnis vorliegt, das nach dem Kauf der Wohnung aufgetreten ist, und diesen Schenker in die Unmöglichkeit versetzt hat, in der betreffenden Wohnung zu bleiben, selbst mit der Hilfe seiner Familie oder eines Familienhilfedienstes.

§ 3 - Für Schenkungen, die der in § 1 erwähnten Steuer unterliegen, werden die Gegenstände, die einem Schenkungsempfänger in direkter Linie, zwischen Ehepartnern und zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern geschenkt werden, von der Schenkungssteuer befreit:

- bis zu einem Höchstbetrag von 12.500,00 Euro;

- bis zu einem zusätzlichen Betrag von 12.500,00 Euro, wenn der der Steuer im Sinne von § 1 unterliegende brutto Schenkungsanteil zu Gunsten dieses Schenkungsempfängers 125.000,00 Euro nicht übersteigt.

Der gesamte freigestellte Betrag wird vorrangig den aufeinanderfolgenden Raten des der Steuer im Sinne von § 1 unterliegenden brutto Schenkungsanteils angerechnet, wobei bei der niedrigsten Rate angefangen wird.»

Art. 4 - In Artikel 132² Absatz 2 3^o desselben Gesetzbuches, ersetzt durch Artikel 157 des Gesetzes vom 22. Dezember 1989 und abgeändert durch Artikel 2 des Dekrets vom 18. Dezember 2003 wird der Wortlaut "oder hauptsächlich" zwischen "ausschließlich" und "vom Adoptierenden" eingefügt.

Art. 5 - Ein Artikel 132³ mit folgendem Wortlaut wird in dieses Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 132³ - Zur Anwendung des vorliegenden Abschnitts werden folgende Schenkungen in direkter Linie gleichgestellt, unter der Voraussetzung, dass der Betroffene die entsprechenden Belege liefert:

1^o die Schenkungen zwischen einer Person und einem Kind des Ehepartners oder des gesetzlich zusammenwohnenden Partners dieser Person; diese Gleichstellung gilt auch wenn diese Schenkung nach dem Tod dieses Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners stattfindet;

2^o die Schenkungen zwischen einer Person und dem Kind, das diese Person als Pflegevater oder -mutter im Sinne von Artikel 1 5^o des Dekrets vom 4. März 1991 über die Jugendhilfe, oder als Vormund, Gegenvormund oder Pflegevormund im Sinne von Buch I, Titel X des Zivilgesetzbuchs erzogen hat, unter der Voraussetzung, dass das Kind, bevor es das Alter von einundzwanzig Jahren erreicht hat, und während sechs ununterbrochenen Jahren, ausschließlich oder hauptsächlich von dieser Person, oder ggf. zusammen von dieser Person und ihrem Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner die Hilfe und Pflege erhalten hat, die Kinder normalerweise von ihren Eltern erhalten.»

Art. 5bis - In Artikel 133 desselben Gesetzbuches werden die Absätze 2 bis 4 durch folgenden Absatz ersetzt:

«In den folgenden Fällen wird die Besteuerungsgrundlage jedoch wie folgt bestimmt:

a) Betrifft die Schenkung an der Börse notierte Staatspapiere, wird die Besteuerungsgrundlage durch den Wert bestimmt, der sich aus dem letzten Marktpreis ergibt, der auf Befehl der Regierung vor dem Datum, wo die Steuer fällig wurde, veröffentlicht worden ist.

b) Betrifft die Schenkung den Nießbrauch oder das bloße Eigentum eines Immobiliengutes, so wird die Besteuerungsgrundlage gemäß Artikel 47 bis 50 festgelegt.

c) Betrifft die Schenkung den zugunsten des Schenkungsempfängers oder eines Dritten eingeräumten Nießbrauch an beweglichen Gütern, so ist die Besteuerungsgrundlage der Betrag, der sich aus der Multiplikation des jährlich vom Gute abgeworfenen Einkommens, das pauschal auf 4% des Verkehrswerts des Volleigentums der Güter festgelegt wird, mit dem Koeffizienten nach der Tabelle von Artikel 47 Absatz 1 ergibt, wobei letzterer aufgrund des Alters der Person, zu deren Gunsten der Nießbrauch gebildet wird, am Tag der Schenkungsurkunde festgelegt wird.

Wird der Nießbrauch an beweglichen Gütern für eine begrenzte Zeit eingeräumt, so ist die Besteuerungsgrundlage der Betrag, der sich aus der Kapitalisierung des jährlichen Einkommens zu einem Satze von 4% ergibt, unter Berücksichtigung der Dauer des Nießbrauchs aufgrund der Vereinbarung. Dieses jährliche Einkommen wird pauschal auf 4% des Verkehrswerts des Volleigentums dieser Güter festgelegt. Der so errechnete Betrag der Besteuerungsgrundlage darf jedoch folgende Beträge nicht überschreiten: entweder den nach dem vorigen Absatz festgelegten Wert, wenn es sich um einen zugunsten einer natürlichen Person gebildeten Nießbrauch handelt, oder den Betrag von zwanzigmal dem vorgenannten jährlichen Einkommen, wenn es sich um einen zugunsten einer juristischen Person gebildeten Nießbrauch handelt.

Auf keinen Fall darf dem Nießbrauch ein Wert zugeteilt werden, der vier Fünftel des Verkehrswerts des Volleigentums der geschenkten beweglichen Güter übertrifft.

Wenn der Nießbrauch zugunsten von zwei oder mehr Personen mit Verleihung des Anwachsungs- oder Rückfallrechts gebildet wurde, ist das Alter, das für die Bestimmung des in der Tabelle von Artikel 47 Absatz 1 angeführten Koeffizienten zu berücksichtigen ist, das Alter der jüngsten Person.

d) Was Schenkungen des bloßen Eigentums an beweglichen Gütern angeht, ist die Besteuerungsgrundlage der Verkehrswert des Volleigentums der Güter unter Abzug des Nießbrauchwertes, welcher nach c) bestimmt wird.

Wenn jedoch der ermäßigte Satz nach Artikel 131bis auf eine Schenkung des bloßen Eigentums an beweglichen Gütern angewandt wird, deren Nießbrauch vom Schenker vorbehalten wird, ist die Besteuerungsgrundlage der Verkehrswert des Volleigentums der Güter.

e) Betrifft die Schenkung eine Leibrente oder eine lebenslängliche Pension, so beruht die Steuer auf dem Ergebnis aus der Multiplikation des jährlichen Betrags der Leistung mit dem in der Tabelle von Artikel 47 Absatz 1 angeführten Koeffizienten, wobei das Alter des Begünstigten am Tage der Schenkungsurkunde zu berücksichtigen ist.

f) Betrifft die Schenkung eine tilgungsfreie Rente, so beruht die Steuer auf dem zwanzigfachen jährlichen Betrag der Rente.»

Art. 6 - Artikel 134 desselben Gesetzbuches wird mit folgenden Absätzen ergänzt:

«Insoweit die Schenkung dem Tarif nach Artikel 131 unterliegt, wird die Auflage ebenfalls bei der Drittperson als Schenkung besteuert nach den in Artikel 131 festgelegten Tarifen.

«Insoweit die Schenkung dem Tarif nach Artikel 131ter unterliegt, wird die Auflage ebenfalls bei der Drittperson als Schenkung besteuert nach den in Artikel 131ter festgelegten Tarifen.»

Art. 7 - In Artikel 135, Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch Artikel 21 des Königlichen Erlasses Nr. 12 vom 18. April 1967, und abgeändert durch Artikel 158, 1° des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, durch Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000 und durch Artikel 42 5° des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001 wird der Wortlaut "ermittelten Steuer" durch den Wortlaut "nach Artikel 131 ermittelten und nach Artikel 131ter ermittelten Steuer" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 136 Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird das Wort "legitimen" gestrichen.

Art. 9 - Artikel 137 desselben Gesetzbuches wird folgenderweise abgeändert:

1° das Wort "Schenkungen" wird durch den Wortlaut "der Steuer gemäß Artikel 131 oder 131ter unterliegende Schenkung" ersetzt,

2° das Wort "Schenkungen" wird durch den Wortlaut "der Steuer gemäß Artikel 131 oder 131ter unterliegenden Schenkungen" ersetzt.

Art. 10 - Artikel 138¹ desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Artikel 160 des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, durch Artikel 2 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2000 und durch Artikel 42 5° des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2001, wird folgenderweise abgeändert:

1° in Absatz 1,

- der Wortlaut "Schenkungsurkunden" wird durch den Wortlaut "der Steuer gemäß Artikel 131 und Artikel 131ter unterliegenden Schenkungsurkunden" ersetzt;

- das Wort "Schenkungen" wird durch den Wortlaut "der Steuer gemäß Artikel 131 oder 131ter unterliegende Schenkungen" ersetzt;

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "Angaben" durch den Wortlaut "Angaben betreffend der Steuer gemäß Artikel 131 oder Artikel 131ter unterliegende Schenkungsurkunden" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 139 desselben Gesetzbuchs wird der Wortlaut "des Verwandtschaftsgrads" durch den Wortlaut "des Verwandtschaftsgrads oder des Verschwägerungsverhältnisses bzw. des gesetzlichen Zusammenwohnverhältnisses" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 140 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch Artikel 1 des Gesetzes vom 12. April 1957, Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 12. September 1957, Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 27. Juli 1961, Artikel 55 des Gesetzes vom 22. Juli 1970, Artikel 161 des Gesetzes vom 22. Dezember 1989, Artikel 13 des Gesetzes vom 20. Juli 1990, Artikel 43 des Gesetzes vom 2. Mai 2002 für nichtig erklärt durch das Urteil Nr. 45/2004 des Schiedshofs vom 17. März 2004, und Artikel 12 des Programmdekrets vom 18. Dezember 2003 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die je nach Fall in Artikel 131 oder Artikel 131bis bestimmten Steuern werden auf folgende Sätze ermäßigt:

1° 5,5% für Schenkungen an:

- die in der Wallonischen Region liegenden Provinzen, Gemeinden, provinziellen und kommunalen öffentlichen Einrichtungen, Interkommunalen und autonomen Gemeinderegionen;

- die von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) anerkannten Gesellschaften;

- den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

- die Einrichtungen mit sozialem Zweck im Sinne von Artikel 191 des Wallonischen Wohngesetzbuches, die von der Wallonischen Regierung als Agentur für soziale Wohnungen, Wohnviertelregie oder Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens zugelassen sind;

1°bis 0% für Schenkungen an:

- die Wallonische Region, die französische Gemeinschaft und die deutschsprachige Gemeinschaft;

- die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die durch ein Dekret der Räte der im ersten Gedankenstrich genannten Region und Gemeinschaften geschaffen wurden;

2° 7% für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, Krankenkassen oder nationale Krankenkassenverbände, Berufsverbände und internationale Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, gemeinnützige Stiftungen und Privatstiftungen;

3° 100 Euro für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, an die unter 2° erwähnten Stiftungen oder juristischen Personen, wenn der Schenker selbst eine dieser Stiftungen oder juristischen Personen ist;

4° 1,10% für Schenkungen, einschließlich der unentgeltlichen Einbringungen, von Gemeinden an die von ihnen in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungszweck, in Ausführung eines von der Aufsichtsbehörde genehmigten finanziellen Sanierungsplans geschaffenen Pensionfonds;

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut "in Absatz 1 1°, 2°, 3° und 4° erwähnten Ermäßigungen" durch den Wortlaut "in Absatz 1, 2°, 3° und 4° erwähnten Ermäßigungen" ersetzt. Der Wortlaut "und an die Stiftungen im Sinne von Absatz 1 2°" wird nach "an die juristischen Personen" eingefügt.

In Absatz 2 wird der Wortlaut "die juristische Person" durch den Wortlaut "die juristische Person oder die Stiftung" ersetzt;

3° in Absatz 2, b.,

- wird der Wortlaut "die juristische Person" durch den Wortlaut "die juristische Person oder die Stiftung" ersetzt. Danach wird der folgende Absatz eingefügt:

«wenn der Schenkungsempfänger eine Privatstiftung ist, muss diese Privatstiftung in Abweichung mit dem Vorhergehenden jedoch zum Zeitpunkt der Schenkung an diesem Sitz als hauptsächliche Tätigkeit und uneigennützig Zielsetzungen sozialer Art verfolgen;»;

- In Absatz 2, c wird der Wortlaut "die juristische Person" durch den Wortlaut "die juristische Person oder die Stiftung" ersetzt; danach wird der Wortlaut "Wenn die erwähnte juristische Person als Schenkungsempfänger" durch den Wortlaut "Wenn der erwähnte Schenkungsempfänger" ersetzt.

4° Dieser Artikel wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Wenn der in den ersten beiden Absätzen erwähnte Schenkungsempfänger eine Privatstiftung ist, die in Belgien oder im Ausland in Übereinstimmung mit dem Gesetz des Staates, dem sie unterliegt, ordnungsgemäß gebildet wurde, unterliegt die Anwendung des ermäßigten Satzes der Hinterlegung durch die Stiftung einer Bescheinigung über ihre Zulassung als Einrichtung mit sozialem Charakter; diese Bescheinigung ist beim Finanzminister der Wallonischen Region zu beantragen und gleichzeitig mit der Urkunde, in der die Schenkung erwähnt ist, einzureichen. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für den Antrag dieser Zulassung.»

KAPITEL II — Anpassung der Tarife der Erbschaftssteuer

Art. 13 - Artikel 54 1° des Erbschaftssteuergesetzbuches, ersetzt durch Artikel 3 des Dekrets vom 22. Oktober 2003, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«1° was von einem gesetzlich zur Erbfolge berufenen Erben in gerader Linie oder zwischen Ehepartnern oder zwischen gesetzlich zusammenwohnenden Partnern im Sinne von Artikel 48 erhalten wird:

- in Höhe eines Betrags von 12.500,00 Euro;
- in Höhe eines zusätzlichen Betrags von 12.500,00 Euro, wenn das von diesem Anspruchsberechtigten erhaltene netto Erbteil 125.000,00 Euro nicht übersteigt.

Der befreite Gesamtbetrag wird zugunsten der Kinder des Verstorbenen, die das Alter von einundzwanzig Jahren noch nicht erreicht haben, um 2.500,00 Euro für jedes volle Jahr bis zum Erreichen ihres einundzwanzigsten Lebensjahres und zugunsten des hinterbliebenen Ehepartners bzw. gesetzlich zusammenwohnenden Partners, um die Hälfte der zusätzlichen Abschläge der gemeinsamen Kinder erhöht.

Der befreite, ggf. erhöhte Gesamtbetrag wird vorrangig den aufeinanderfolgenden Raten des der Erbschaftssteuer unterliegenden netto Erbteils an einem im spezifischen Tarif von Artikel 60ter erwähnten Immobiliengut angerechnet, wobei bei der niedrigsten Rate angefangen wird; der Restbetrag wird ggf. den aufeinanderfolgenden Raten des netto Erbteils an den anderen Gütern, die dem Normaltarif im Sinne von Artikel 48, Tabelle I unterliegen, wobei bei der niedrigsten Rate angefangen wird;».

Art. 14 - Artikel 55 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 55 - Die folgenden Vermächtnisse sind von der Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen befreit:

- Vermächtnisse an die Wallonische Region, die französische Gemeinschaft und die deutschsprachige Gemeinschaft;
- Vermächtnisse an die juristischen Personen öffentlichen Rechts, die durch ein Dekret der Räte der im ersten Gedankenstrich genannten Region und Gemeinschaften geschaffen wurden.»

Art. 15 - Artikel 59 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 59 - Die Erbschaftssteuer und Übertragungssteuer von Todes wegen werden herabgesetzt:

- 1° auf 5,5% für Vermächtnisse an:
- die in der Wallonischen Region liegenden Provinzen, Gemeinden, provinziellen und kommunalen öffentlichen Einrichtungen, Interkommunalen und autonomen Gemeinderegionen;
 - die von der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbau-Gesellschaft) anerkannten Gesellschaften;
 - den "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);
 - die Einrichtungen mit sozialem Zweck im Sinne von Artikel 191 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches, die von der Wallonischen Regierung als Agentur für soziale Wohnungen, Wohnviertelregie oder Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens zugelassen sind;
- 2° auf 7% für Vermächtnisse an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, Krankenkassen oder nationale Krankenkassenverbände, Berufsverbände und internationale Vereinigungen ohne Gewinnerzielungszweck, gemeinnützige Stiftungen und Privatstiftungen.»

Art. 16 - Artikel 60 desselben Gesetzbuches wird folgenderweise abgeändert:

1° in § 1 wird der Wortlaut "Die Artikel 55 und 59 sind nur" durch "Artikel 59 ist nur" ersetzt;

2° § 2, Absatz 1 b., wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«wenn diese juristische Person eine Privatstiftung ist, muss diese Privatstiftung in Abweichung mit dem Vorhergehenden jedoch an diesem Sitz und zum Zeitpunkt des Eintritts des Erbfalls, als hauptsächliche Tätigkeit und uneigennützig, Zielsetzungen sozialer Art verfolgen;»;

3° dieser Artikel wird mit dem folgenden Paragraphen ergänzt:

«§ 3 - Wenn die in § 1 erwähnte juristische Person eine Privatstiftung ist, die in Belgien oder im Ausland in Übereinstimmung mit dem Gesetz des Staates, dem sie unterliegt, ordnungsgemäß gebildet wurde, unterliegt die Anwendung des ermäßigten Satzes der Hinterlegung durch die Stiftung einer Bescheinigung über die Zulassung dieser Stiftung als Einrichtung mit sozialem Charakter; diese Bescheinigung ist beim Finanzminister der Wallonischen Region zu beantragen und gleichzeitig mit der Erklärung, in der das erhaltene Vermächtnis erwähnt ist, einzureichen. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für den Antrag dieser Zulassung.»

Art. 17 - Ein Artikel 60ter mit folgendem Wortlaut wird in dieses Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 60ter - § 1 - Wenn das Vermächtnis der verstorbenen Person mindestens einen Volleigentumsanteil in der Immobilie umfasst, wo der Verstorbene seit mindestens fünf Jahren am Datum des Todesfalls seinen Hauptwohnsitz hatte, und diese Immobilie, die ganz oder teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt ist und in der Wallonischen Region liegt, von einem Erben, einem Vermächtnisnehmer oder einem Schenkungsempfänger in direkter Linie, dem Ehepartner oder dem gesetzlich zusammenwohnenden Partner des Verstorbenen erworben wird, so wird die Erbschaftssteuer, die auf den Nettowert seines Anteils in dieser Wohnung anwendbar ist, nach dem in der nachstehenden Tabelle angeführten Tarif festgelegt.

In der Tabelle gelten:

unter Buchstabe a: der auf die entsprechende Rate anwendbare Prozentsatz;

unter Buchstabe *b*: der Gesamtbetrag der Steuer auf die vorigen Raten.

Tabelle über den Vorzugstarif für Nettoanteile in Wohnungen			
Rate der Schenkung			
von	bis einschließlich	<i>a</i> :	<i>b</i> :
EUR	EUR	v.H.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
über 500.000		30	76.000

§ 2 - Zur Anwendung dieser Bestimmung besteht der Beweis der Tatsache, dass der Verstorbene seinen Hauptwohnsitz in dem betreffenden Immobiliengut hatte, vorbehaltlich des Gegenbeweises aus einem Auszug aus dem Bevölkerungs- oder Fremdenregister.

Der Vorteil des ermäßigten Tarifs wird erhalten, auch wenn der Verstorbene seinen Hauptwohnsitz in dem betreffenden Immobiliengut aus höherer Gewalt oder aus zwingenden Gründen gesundheitlicher, familiärer, beruflicher oder sozialer Art nicht hat behalten können.

Unter zwingendem Grund gesundheitlicher Art im Sinne des vorliegenden Artikels versteht man insbesondere einen Zustand, in dem seitens des Verstorbenen, seines Ehepartners, seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners, seiner Kinder oder der Kinder seines Ehepartners oder seines gesetzlich zusammenwohnenden Partners ein Pflegebedürfnis vorliegt, das nach dem Kauf der Wohnung aufgetreten ist, und diesen Verstorbenen in die Unmöglichkeit versetzt hat, in der betreffenden Wohnung zu bleiben, selbst mit der Hilfe seiner Familie oder eines Familienhilfedienstes.

§ 3 - Unter Nettowert versteht man den Wert des Anteils in der in § 1 erwähnten Wohnung, abzüglich des Restbetrags der Schulden und der Begräbniskosten nach Anrechnung auf die Güter im Sinne von Artikel 60*bis*, wie in Artikel 60*bis* § 2 vorgesehen, unter Ausschluss derjenigen Schulden, die sich spezifisch auf andere Güter beziehen.»

Art. 18 - In Artikel 66*bis* des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 3. Juli 1939, wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Bestimmung von Absatz 1 ist nicht anwendbar:

1° auf Schenkungen von beweglichen Gütern, die Gegenstand der proportionalen Steuer gemäß Artikel 131*bis* des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren waren;

2° auf Schenkungen von Betrieben, die Gegenstand der ermäßigten Steuer im Sinne von Artikel 140*bis* des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren waren.»

Art. 19 - Artikel 66*ter* des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 1997, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 66*ter* - Im Falle der Anwendung von Artikel 60*ter* werden die Anteile der Erbberechtigten in den in diesem Artikel erwähnten Nettowerten ihrem Anteil im steuerpflichtigen Wert der anderen Güter zugefügt, zwecks der Anwendung des progressiven Tarifs von Artikel 48 auf die Übertragung dieser anderen Güter.»

KAPITEL III — Vereinfachung der Übertragung von Betrieben, was die Erbschaftsteuer und die Schenkungssteuer betrifft

Abschnitt 1 — Übertragung von Betrieben und Schenkungssteuer

Art. 20 - Artikel 140*bis* des Gesetzbuches über die Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebühren, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 140*bis* - § 1 - In Abweichung von Artikel 131 und 131*bis* wird die Schenkungssteuer auf 0% herabgesetzt für die Schenkungen von Betrieben, wenn diese durch eine authentische Urkunde festgestellten Schenkungen Folgendes betreffen:

1° die unentgeltliche Übertragung eines dinglichen Rechts an Gütern, die ein Gesamtvermögen, einen Tätigkeitsbereich oder ein Handelsgeschäft bilden, mittels deren der Schenker, ob allein oder mit anderen Personen, am Tag der Schenkung eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten oder ein Amt ausübt.

Die in Artikel 131 festgelegte Steuer bleibt jedoch anwendbar auf die Übertragungen von dinglichen Rechten an Immobiliengütern, die zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde völlig zu Wohnungszwecken bestimmt sind. Die in Artikel 131 festgelegte Steuer bleibt ebenfalls anwendbar auf die Übertragungen von dinglichen Rechten an Immobiliengütern, die zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt sind, und zwar im Verhältnis des Verkehrswerts desjenigen Teils der Immobilie, der zu Wohnungszwecken bestimmt ist, zum gesamten Verkehrswert der Immobilie;

2° die unentgeltliche Übertragung eines dinglichen Rechts an:

a) den Anteilen einer Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und die entweder selbst, oder zusammen mit ihren Filialen als hauptsächliche Tätigkeit eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten oder ein Amt ausüben, auf einer konsolidierten Grundlage für die Gesellschaft und ihre Filialen, für das laufende Rechnungsjahr der Gesellschaft und für jedes der letzten beiden am Tag der authentischen Schenkungsurkunde abgeschlossenen Rechnungsjahre der Gesellschaft;

b) Forderungen gegenüber einer im vorigen Punkt a) erwähnten Gesellschaft.

§ 2 - Die Ermäßigung der in § 1 festgesetzten Steuer unterliegt den folgenden Bedingungen, die alle erfüllt werden müssen:

1° es muss sich um einen Betrieb handeln:

- der entweder am Datum der authentischen Schenkungsurkunde in der Wallonie beim Landesamt für soziale Sicherheit registriertes Personal beschäftigt,

- oder in dem am Datum der authentischen Schenkungsurkunde der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich zusammenwohnender Partner, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb beschäftigten Arbeitskräfte sind, bei einer in Artikel 20 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Organisation des Sozialstatuts der Selbstständigen erwähnten Sozialversicherungskasse für Selbstständige beitragspflichtig sind und ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichtet haben;

2° wenn es sich um in § 1 2° erwähnte Anteile und Forderungen handelt:

- die Gesamtheit der übertragenen Anteile muss am Tag der authentischen Schenkungsurkunde mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung darstellen;

- falls die Gesamtheit der übertragenen Anteile weniger als 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung entspricht, muss außerdem ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der mindestens 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung betrifft und eine Mindestdauer von fünf Jahren ab der authentischen Schenkungsurkunde hat. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Parteien, die in 140quinquies § 1 erwähnten Bedingungen einzuhalten;

3° der Schenkungsempfänger, der die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beantragt, muss im Text oder am Fuß der Urkunde angeben, dass alle Bedingungen dieses Artikels erfüllt sind, und der Urkunde eine unterschriebene Erklärung, deren Muster von der Wallonischen Regierung festgelegt wird, sowie die betreffenden Beilagen beifügen; wenn die Urkunde mehrere Fortsetzer betrifft, können diese eine gemeinsame Erklärung abgeben, die von jedem Fortsetzer unterzeichnet wird.

Zur Anwendung des vorliegenden Unterabschnitts wird dieser Schenkungsempfänger, der die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beantragt, "Fortsetzer" genannt.

§ 3 - Unter "Anteilen" versteht man:

a. die Aktien, Gewinnanteile, Zeichnungsrechte und Anteile einer Gesellschaft;

b. die Zertifikate, die sich auf unter a. erwähnte Anteile beziehen:

- wenn sie von juristischen Personen ausgegeben werden, die ihren Sitz in einem der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraumes haben und die Eigentümer der Anteile sind, auf welche die Zertifikate sich beziehen;

- wenn der Emittent der Zertifikate alle mit den Anteilen, auf die sie sich beziehen, verbundenen Rechte ausübt, dies einschließlich des Stimmrechts;

- und wenn dieses Zertifikate das Recht zum Vorteil seines Eigentümers feststellt, von dem Emittenten, der Eigentümer der Anteile ist, jeden Erlös und jeden Ertrag anzufordern, der mit den durch den Zertifizierungsvorgang betroffenen Anteilen verbunden ist.

§ 4 - Unter "Forderungen" versteht man jedes Gelddarlehen, durch Anteile vertreten oder nicht, das vom Schenker an eine Gesellschaft gewährt worden ist, von welcher er Anteile besitzt, wenn dieses Darlehen direkt mit den Bedürfnissen der industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit oder mit der mit einem freien Beruf, einem Amt oder einem Posten verbundenen Tätigkeit verbunden ist, ausgeübt entweder durch die Gesellschaft selbst, oder durch die Gesellschaft und ihre Filialen.

Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, wenn der gesamte Nennbetrag der Forderungen den Teil des Gesellschaftskapitals, der tatsächlich eingezahlt worden ist und der nicht Gegenstand einer Verringerung oder einer Rückzahlung durch den Schenker zum Zeitpunkt der authentischen Schenkungsurkunde gewesen ist, überschreitet. Die Gewinne, die keine verteilten und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet.»

Art. 21 - A. In Artikel 140ter, 3°, dritter Strich, a), desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005 wird das Wort "Aktien" vor den Wortlaut "oder Anteile", die" eingefügt.

B. Der selbe Artikel 140ter desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 22 - In Artikel 140quater, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, wird der Wortlaut "in Artikel 140bis und 140ter" durch den Wortlaut "in Artikel 140bis" ersetzt.

Art. 23 - Artikel 140quinquies, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, dessen aktueller Wortlaut den § 2 bilden wird, wird folgenderweise abgeändert:

1° es wird ein § 1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 1. - Der ermäßigte Steuersatz gemäß Artikel 140bis wird nur unter folgenden Bedingungen aufrechterhalten:

1° der Betrieb setzt eine Tätigkeit fort während mindestens fünf Jahren ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde, entweder als der Betrieb im Sinne von Artikel 140bis, § 1, 1°, oder als die Gesellschaft selbst, oder die Gesellschaft und ihre Filialen im Sinne von Artikel 140bis, § 1, 2°, a);

2° die Gesamtanzahl der Arbeitnehmer im Betrieb in der Wallonie und der Selbstständigen, die hauptberuflich mit dem Betrieb in der Wallonie verbunden sind und die ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichten, in Volleinheiten ausgedrückt und mindestens einer Volleinheit gleich, wird wenigstens zu 75% erhalten, und zwar von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre ab der authentischen Schenkungsurkunde, entweder seitens des in Artikel 140bis § 1 1° erwähnten Betriebs oder seitens der Gesellschaft selbst, oder der Gesellschaft und ihrer Filialen im Sinne von Artikel 140bis § 1, 2°, a);

Wenn die erreichte Gesamtzahl eine Einheit übertrifft und keine ganze Zahl ist, wird sie auf die höhere oder untere Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem die erste Dezimale mindestens 5 ist oder nicht;

3° die Guthaben, die in eine Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten bzw. ein Amt im Sinne von Artikel 140bis, § 1 1° investiert wurden, oder das Betriebskapital einer Gesellschaft im Sinne von Artikel 140bis, § 1 2°, nehmen nicht ab infolge Abhebungen oder Ausschüttungen im Lauf der ersten fünf Jahre ab dem Datum der authentischen Schenkungsurkunde;

4° der effektive Direktionssitz der Gesellschaft wird innerhalb fünf Jahren ab der authentischen Schenkungsurkunde nicht in einen Nicht-Mitgliedstaat der Europäischen Union verlegt;

5° die Fortsetzer, die die Zahlung der Steuer im Sinne von Artikel 140sexies nicht angeboten haben, stellen am Ablauf des fünfjährigen Zeitraums nach dem Tod gemäß den oben erwähnten Pos. 1° bis 4° dem Einnahmer des Büros, wo die Urkunde registriert wurde, eine unterschriebene Erklärung zu, in der bescheinigt wird, dass die oben erwähnten Bedingungen nach Pos. 1° bis 4° und Absatz 2 noch immer erfüllt sind. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für diese Erklärung sowie die Schriftstücke, die ihr beizufügen sind.

Was die dinglichen Rechte an Immobiliengütern betrifft, die mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes gemäß Artikel 140bis, § 1, 1°, übertragen werden, wird dieser ermäßigte Steuersatz nur dann erhalten, wenn diese Immobiliengüter ganz oder teilweise während eines ununterbrochenen Zeitraums von fünf Jahren ab der authentischen Schenkungsurkunde nicht zu Wohnungszwecken dienen. Im Falle einer neuen teilweisen Bestimmung zu Wohnungszwecken des mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes übertragenen Immobilienguts, wird der ermäßigte Steuersatz nur im Maße des Verhältnisses des Verkehrswerts des Teils des Immobilienguts, der neuerdings zu Wohnungszwecken bestimmt wird, zum Verkehrswert des gesamten mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes übertragenen Immobilienguts zurückgenommen.»

2° § 2 wird wie folgt abgeändert:

- in Absatz 1 wird der Wortlaut "des Schenkungsempfängers, wenn dieser:" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Fortsetzers, ab dem Zeitpunkt, wo die in § 1 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, es sei denn der Fortsetzer hat vor diesem Moment die Möglichkeit genutzt, die Zahlung der geschuldeten Steuer gemäß Artikel 140sexies anzubieten.»;

- in Absatz 1 werden die Pos a), b) und c) außer Kraft gesetzt;

- die Absätze 2 und 3 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 24 - Artikel 140sexies, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, wird folgenderweise abgeändert:

1° das Wort "Schenkungsempfänger" wird durch das Wort "Fortsetzer" ersetzt;

2° der Wortlaut "die Tätigkeit muss fortgesetzt werden oder das dingliche Recht an den Aktien oder Anteilen muss aufrechterhalten werden" wird durch den Wortlaut "die Bedingungen von Artikel 140quinquies, § 1 aufrecht erhalten werden müssen und bevor der in Artikel 140quinquies, § 2 erwähnte Zeitpunkt eintritt".

Art. 25 - Artikel 140septies, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998 und abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 26 - Artikel 140octies, eingefügt durch das Gesetz vom 22. Dezember 1998, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "in Artikel 140quinquies" durch den Wortlaut "in Artikel 140quinquies, § 2," ersetzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Schenkungsempfänger" durch das Wort "Fortsetzer" ersetzt.

Abschnitt 2 — Übertragung von Betrieben und Erbschaftssteuer

Art. 27 - Artikel 48-2 des Erbschaftssteuergesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 8. August 1980, und abgeändert durch das Dekret vom 14. November 2001 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 28 - Artikel 60bis desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 60bis - § 1 - In Abweichung von Artikel 48 werden die Erbschaftssteuer und die Übertragungssteuer im Todesfall für den Erwerb eines Nettoanteils in einem Betrieb auf 0% herabgesetzt, wenn die Erbschaft oder die eheliche güterrechtliche Auseinandersetzung in Folge des Sterbefalls:

1° ein dingliches Recht an Gütern, die ein Gesamtvermögen, einen Tätigkeitsbereich oder ein Handelsgeschäft bilden, umfasst, mittels deren der Erblasser, ob allein oder mit anderen Personen, am Tag des Todes eine industrielle, gewerbliche, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten oder ein Amt ausübte.

Die in Artikel 48 festgelegte Steuer bleibt jedoch anwendbar auf die Übertragungen von dinglichen Rechten an Immobiliengütern, die zum Zeitpunkt des Todes völlig zu Wohnungszwecken bestimmt waren. Die in Artikel 48 festgelegte Steuer bleibt ebenfalls anwendbar auf die Übertragungen von dinglichen Rechten an Immobiliengütern, die zum Zeitpunkt des Todes teilweise zu Wohnungszwecken bestimmt waren, im Verhältnis des Verkehrswerts desjenigen Teils der Immobilie, der zu Wohnungszwecken bestimmt ist, zum gesamten Verkehrswert der Immobilie;

2° ein dingliches Recht an Folgendem umfasst:

a) Anteile einer Gesellschaft, deren effektiver Direktionssitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union liegt und die entweder selbst, oder zusammen mit ihren Filialen als hauptsächliche Tätigkeit eine industrielle, kaufmännische, handwerkliche, landwirtschaftliche oder forstwirtschaftliche Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten oder ein Amt ausübt, auf einer konsolidierten Grundlage für die Gesellschaft und ihre Filialen, für das laufende Rechnungsjahr der Gesellschaft und für jedes der letzten beiden, an dem Tag, an dem der Erblasser gestorben ist, abgeschlossenen Rechnungsjahre der Gesellschaft;

b) Forderungen gegenüber einer im vorigen Punkt a) erwähnten Gesellschaft.

§ 1bis - Die Ermäßigung der in § 1 festgesetzten Steuer unterliegt den folgenden Bedingungen, die alle erfüllt werden müssen:

1° es muss sich um einen Betrieb handeln:

- der entweder am Datum des Sterbefalls in der Wallonie beim Landesamt für soziale Sicherheit registriertes Personal beschäftigt,

- oder in dem am Datum des Sterbefalls der oder die Betreiber und deren Ehepartner, deren gesetzlich zusammenwohnender Partner, deren Verwandte im ersten Grad und deren Verschwägerter die einzigen im Betrieb beschäftigten Arbeitskräfte sind, bei einer in Artikel 20 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur

Organisierung des Sozialstatuts der Selbstständigen erwähnten Sozialversicherungskasse für Selbständige beitragspflichtig sind und ihre Beiträge im Rahmen des Sozialstatuts der Selbstständigen ordnungsgemäß entrichtet haben;

2° wenn es sich um in § 1 2° erwähnte Anteile und Forderungen handelt:

- muss die Gesamtheit der übertragenen Anteile am Tag des Sterbefalls mindestens 10% der Stimmrechte bei der Generalversammlung entsprechen;

- falls die Gesamtheit der übertragenen Anteile weniger als 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung entspricht, muss außerdem ein Kapitalbeteiligungsvertrag abgeschlossen werden, der mindestens 50% der Stimmrechte bei der Generalversammlung betrifft und eine Mindestdauer von fünf Jahren ab dem Sterbefall hat. In diesem Kapitalbeteiligungsvertrag verpflichten sich die Parteien, die in § 3 erwähnten Bedingungen einzuhalten;

3° müssen die Erben, Vermächtnisnehmer und Schenkungsempfänger, die die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beantragen, spätestens gleichzeitig mit der Zustellung der Erfallanmeldung, dem zuständigen Einnahmer eine von der Regierung der Wallonischen Region gelieferte Bescheinigung übermitteln, in der bestätigt wird, dass die erforderlichen Bedingungen für die Erben, Vermächtnisnehmer und Schenkungsempfänger alle erfüllt sind.

Zur Anwendung des vorliegenden Artikels werden diese Erben, Vermächtnisnehmer und Schenkungsempfänger, die die Anwendung des ermäßigten Steuersatzes beantragen und über diese Bescheinigung verfügen, "Fortsetzer" genannt.

Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für den Antrag und die Ausstellung dieser Bescheinigung sowie die Schriftstücke, die ihr beizufügen sind.

§ 1ter - Unter "Anteilen" versteht man:

a. die Aktien, Gewinnanteile, Zeichnungsrechte und Anteile einer Gesellschaft;

b. die Zertifikate, die sich auf unter a. erwähnte Anteile beziehen:

- wenn sie von juristischen Personen ausgegeben werden, die ihren Sitz in einem der Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraumes haben und Eigentümer der Anteile sind, auf welche die Zertifikate sich beziehen;

- wenn der Emittent der Zertifikate alle mit den Anteilen, auf die sie sich beziehen, verbundenen Rechte ausübt, dies einschließlich des Stimmrechts;

- und wenn dieses Zertifikat das Recht zum Vorteil seines Eigentümers feststellt, von dem Emittenten, der Eigentümer der Anteile ist, jeden Erlös und jeden Ertrag anzufordern, der mit den durch den Zertifizierungsvorgang betroffenen Anteilen verbunden ist.

§ 1quater - Unter "Forderungen" versteht man jedes Gelddarlehen, durch Anteile vertreten oder nicht, das vom Verstorbenen an eine Gesellschaft gewährt worden ist, von welcher er Anteile besitzt, wenn dieses Darlehen direkt mit den Bedürfnissen der industriellen, kaufmännischen, handwerklichen, landwirtschaftlichen oder forstwirtschaftlichen Tätigkeit oder mit der mit einem freien Beruf, einem Amt oder einem Posten verbundenen Tätigkeit verbunden ist, ausgeübt entweder durch die Gesellschaft selbst oder durch die Gesellschaft selbst und ihre Filialen.

Die vorerwähnten Forderungen sind jedoch ausgeschlossen, wenn der gesamte Nennbetrag der Forderungen den Teil des Gesellschaftskapitals, der tatsächlich eingezahlt worden ist und der nicht Gegenstand einer Verringerung oder einer Rückzahlung durch den Verstorbenen zum Zeitpunkt des Sterbefalls gewesen ist, überschreitet. Die Gewinne, die keine verteilt sind und als solche besteuerten Gewinne sind und die dem Kapital hinzugefügt werden, werden nicht als eingezahltes Kapital betrachtet.

§ 2 - Unter Nettoanteil versteht man den Wert der gesamten dinglichen Rechte an den in § 1 1° erwähnten Gütern, oder der Wert der dinglichen Rechte an den in § 1 2° erwähnten Anteilen und Forderungen, abzüglich der Schulden und der Begräbniskosten, mit Ausnahme:

- der Schulden, die sich spezifisch auf andere Güter beziehen, als diejenigen, die unter Anwendung des ermäßigten Steuersatzes übertragen wurden;

- der Schulden, die sich spezifisch auf ein Immobiliengut beziehen, das aufgrund seiner teilweisen Bestimmung zu Wohnungszwecken unter teilweisen Anwendung des ermäßigten Steuersatzes übertragen wurde, dies im gleichen Verhältnis als dasjenige zwischen dem Anteil in diesem zu Wohnungszwecken gebrauchten Teil des Immobilienguts und dem gesamten Verkehrswert des Immobilienguts.

§ 3 - Der ermäßigte Steuersatz gemäß § 1 wird nur unter folgenden Bedingungen aufrechterhalten:

1° der Betrieb setzt eine Tätigkeit fort während mindestens fünf Jahren ab dem Tod des Erblassers, entweder als der Betrieb im Sinne von § 1 1°, oder als die Gesellschaft selbst oder die Gesellschaft und ihre Filialen im Sinne von § 1 2°, a);

2° die Gesamtanzahl der Arbeitnehmer und der Selbstständigen, die die in § 1bis erwähnten Bedingungen erfüllen, in Vollzeiteinheiten ausgedrückt und mindestens einer Vollzeiteinheit gleich, wird wenigstens zu 75% erhalten, und zwar im Durchschnitt von Jahr zu Jahr während der ersten fünf Jahre ab dem Tode des Erblassers, entweder seitens des in § 1 1° erwähnten Betriebs oder seitens der Gesellschaft selbst oder der Gesellschaft selbst und ihrer Filialen im Sinne von § 1 2°, a);

Wenn die erreichte Gesamtzahl eine Einheit übertrifft und keine ganze Zahl ist, wird sie auf die höhere oder untere Einheit auf- bzw. abgerundet, je nachdem die erste Dezimale mindestens 5 ist oder nicht;

3° die Guthaben, die in eine Tätigkeit, einen freien Beruf oder einen Posten bzw. ein Amt im Sinne von Artikel 140bis, § 1 1° investiert wurden, oder das Betriebskapital einer Gesellschaft im Sinne von Artikel 140bis, § 1 2°, nehmen nicht ab infolge Abhebungen oder Ausschüttungen im Laufe der ersten fünf Jahre ab dem Datum des Todes des Erblassers;

4° die Fortsetzer, die die Zahlung der Steuer im Sinne von § 5 nicht angeboten haben, übermitteln am Ablauf des fünfjährigen Zeitraums nach dem Tod gemäß den oben erwähnten Pos. 1° bis 3° eine unterschriebene Erklärung, in der bescheinigt wird, dass die oben erwähnten Bedingungen nach Pos. 1° bis 3° und Absatz 2 noch immer erfüllt sind. Die Regierung der Wallonischen Region bestimmt die Modalitäten für diese Erklärung sowie die Schriftstücke, die ihr beizufügen sind.

5° bei jedem Antrag der von der Wallonischen Regierung bestimmten Bediensteten im Laufe des fünfjährigen Zeitraums nach dem Tod im Sinne von Pos. 1° bis 3° übermitteln die Fortsetzer, die die Zahlung der Steuer im Sinne von § 5 nicht angeboten haben, am Ablauf des Monats nach dem Versand des Antrags, wobei diese Frist aus triftigen Gründen verlängert werden kann, die Schriftstücke, die beweisen, dass die notwendigen Bedingungen, um den ermäßigten Steuersatz zu erhalten, noch immer erfüllt sind, wenn Indizien bestehen, aus denen geschlossen werden könnte, dass die Bedingungen im Sinne von Pos. 1° bis 3° hier oben oder von Absatz, nicht mehr erfüllt wären.

In dem Antrag werden die Indizien genannt, aus denen geschlossen werden könnte, dass die Bedingungen im Sinne von Pos. 1° bis 3° hier oben oder von Absatz 2, nicht mehr erfüllt wären.

Was die dinglichen Rechte an Immobiliengütern betrifft, die mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes gemäß Artikel 140bis, § 1°, übertragen werden, wird dieser ermäßigte Steuersatz nur dann erhalten, wenn diese Immobiliengüter ganz oder teilweise während eines ununterbrochenen Zeitraums von fünf Jahren ab dem Tod des Erblassers nicht zu Wohnungszwecken dienen. Im Falle einer neuen teilweisen Bestimmung zu Wohnungszwecken des mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes übertragenen Immobilienguts, wird der ermäßigte Steuersatz nur im Maße des Verhältnisses des Verkehrswerts des Teils des Immobilienguts, der neuerdings zu Wohnungszwecken bestimmt wird, zum Verkehrswert des gesamten mit dem Vorteil des ermäßigten Steuersatzes übertragenen Immobilienguts zurückgenommen.

§ 4 - Außer bei höherer Gewalt wird die gemäß Artikel 48 bis 60 geschuldete Steuer zu Lasten der Fortsetzer ab dem Moment, wo die in § 3 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind, fällig außer für die Fortsetzer, die die Möglichkeit genutzt haben, die Zahlung der geschuldeten Steuer gemäß Artikel § 5 Absätze 1 und 2 vor diesem Moment anzubieten.

Wenn die gemäß Artikel 48 bis 60 geschuldete Steuer in Anwendung des vorigen Absatzes fällig wird, müssen die Fortsetzer beim Büro, das die ermäßigte Steuer eingetrieben hat, innerhalb der in Artikel 40 erwähnten Frist ab dem Ablauf des Jahres, während dessen einer der Gründe für die Auferlegung dieser Steuer eingetreten ist, eine neue Erklärung im Sinne von Artikel 37 hinterlegen.

§ 5 - Jeder Fortsetzer, der die Ermäßigung des Steuersatzes in Anspruch genommen hat, kann die Zahlung der gemäß Artikel 48 bis 60 geschuldeten Steuer anbieten vor dem Ablauf der fünfjährigen Frist, während deren die Bedingungen von § 3 erhalten werden müssen und vor dem Eintreten des Zeitpunkts, der in § 4, Absatz 1 erwähnt ist.

In diesem Fall muss der Fortsetzer beim Einregistrierungsbüro, das die ermäßigte Steuer eingetrieben hat, eine neue Erklärung im Sinne von Artikel 37 hinterlegen, in der die Konsistenz und der Wert der Güter bestimmt werden, für die er die innerhalb der gemäß Artikel 48 bis 60 geschuldete Steuer begleichen möchte.

§ 6 - Die nach § 4 und § 5 vorgeschriebenen Erklärungen, die von dem oder den betroffenen Fortsetzern unterschrieben worden sind, werden in 2 Ausfertigungen ausgestellt, von denen eine im Einregistrierungsbüro bleibt, und die andere, welche mit einer Empfangsbestätigung dieser neuen Erklärung durch das Einregistrierungsbüro versehen wird, von dem oder den betroffenen Fortsetzern dem Dienst der Wallonischen Regierung, der die in § 1bis, 3° erwähnte Bescheinigung ausgestellt hat, zugesandt wird.

Die Erklärungen erwähnen den Namen, die Vornamen, das Geburts- und Sterbedatum und den letzten Wohnsitz des Erblassers, den neuen Tatbestand, der die Erhebung der Steuer gemäß Artikel 48 bis 60 bestimmt, und alle Elemente, die für die Festsetzung der Steuer nötig sind.»

KAPITEL IV — Inkrafttreten

Art. 29 - Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme

- seines Kapitels 3, das am 1. Januar 2006 in Kraft tritt.
- des Artikels 21, A, der am 1. Januar 2005 wirksam wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

(1) *Sitzungsperiode 2005-2006.*

Dokumente des Rates 279 (2005-2006), Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Dezember 2005.

Diskussion. Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 3618

[2005/203367]

15 DECEMBER 2005. — Decreet houdende verschillende wijzigingen in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten en in het Wetboek der successierechten (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Aanpassing van de tarieven van de schenkingsrechten

Artikel 1. In artikel 131 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 22 december 1977, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000, bij artikel 42, 5^o, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 en bij artikel 1 van het programmadecreet van 18 december 2003 worden beide laatste kolommen van tabel II vervangen door het volgende :

« -----

Tussen alle
andere
personen

a b

pct. EUR

30

35 3.750,00

60 8.125,00

80 38.125,00

80 118.125,00

----- »

Art. 2. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 131bis ingevoegd, luidende :

« Art. 131bis. § 1. In afwijking van artikel 131 wordt voor de schenkingen onder levenden van onroerende goederen op het bruto-aandeel van elk der begiftigden een evenredig recht geheven van :

1^o 3 % voor de schenkingen in de rechte lijn, tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden;

2^o 5 % voor de schenkingen tussen broers en zusters, tussen ooms of tantes en neven of nichten;

3^o 7 % voor de schenkingen aan andere personen.

§ 2. Indien de schenking betrekking heeft op financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten, in de zin van artikel 2, 1^o en 2^o, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, geldt het verlaagd tarief van § 1 enkel in geval van :

1^o financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten in de zin van voornoemde wet van 2 augustus 2002, van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie en die zelf of zelf en haar dochtervennootschappen in hoofdberoep een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent op geconsolideerde basis voor de vennootschap en de dochtervennootschappen voor het lopende boekjaar van de vennootschap en voor elk van beide laatste op het ogenblik van de akte afgesloten boekjaren van de vennootschap;

in dit geval moet de begiftigde in de akte zelf verklaren dat de voorwaarden van vorig lid verenigd zijn;

de begiftigden die erom verzoeken dat die bepaling wordt toegepast, zijn ertoe verplicht om ter plaatse op elke vordering van de personeelsleden van het bevoegde bestuur het maatschappelijk doel van de vennootschap of haar dochtervennootschappen mede te delen, al naargelang het geval, evenals de opsplitsing van de omzet van de vennootschap of haar dochtervennootschappen, al naar gelang het geval, tussen industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwbedrijvigheid, vrij beroep, ambt of post en haar andere activiteiten, voor het lopende boekjaar en voor elk van beide laatste op het ogenblik van de akte afgesloten boekjaren;

indien de aangifte onjuist is, is het tarief tegen het normale percentage van artikel 131 verminderd met het reeds betaalde recht, eisbaar;

2^o financiële instrumenten of aanverwante financiële instrumenten die toegelaten zijn tot de verhandeling op een Belgische of buitenlandse gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, 5^o en 6^o, van dezelfde wet van 2 augustus 2002, of op een geldmarkt die georganiseerd is door een marktonderneming erkend door de staat waar die markt gevestigd is, ofwel als een markt die gereglementeerd is door een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte dan België overeenkomstig artikel 1, 13., van Richtlijn 93/22/E.E.G. van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten, ofwel als een met een dergelijke markt vergelijkbare markt, gereglementeerd door een staat die niet lidstaat is van de Europese Economische Ruimte;

3^o openbare effecten bedoeld bij artikel 21, III, van het Wetboek der successierechten.

§ 3. Het tarief van § 1 geldt niet :

1^o voor de schenkingen onder levenden van een blote eigendom of een vruchtgebruik op andere roerende goederen dan die bedoeld bij § 2, 1^o, 2^o of 3^o;

2^o voor de schenkingen onder levenden van onroerende goederen waarop een andere opschortende voorwaarde dan die bedoeld in artikel 17 berust, of een opschortende termijn, tenzij die voorwaarde verwezenlijkt is of dat de termijn vervallen is op het ogenblik waarop ze ter registratie aangeboden worden. »

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 131^{ter} ingevoegd, luidende :

« Art. 131^{ter}. § 1. In afwijking van artikel 131 wordt er voor de schenkingen in de rechte lijn tussen echtgenoten en wettelijk samenwonenden van het aandeel in volle eigendom van de schenker in het in het Waalse Gewest gelegen onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk voor bewoning is bestemd en waarin de schenker zijn hoofdverblijfplaats heeft sinds minstens vijf jaar op de datum van de schenking, een evenredig recht op het bruto-aandeel van elk der begiftigden die om de toepassing ervan verzoeken, geheven volgens het tarief aangegeven in onderstaande tabel.

Daarin wordt opgegeven :

onder littera *a* : het percentage geldend voor de overeenstemmende schijf;

onder littera *b* : het totaalbedrag van de belasting op de voorgaande schijven.

Tabel met betrekking tot het preferentiële tarief voor de schenkingen van woningen			
Schijf van de schenking			
Van	tot en met	<i>a</i>	<i>b</i>
EUR	EUR	pct.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
meer dan 500.000		30	76.000

§ 2. Voor de toepassing van die bepaling blijkt het feit dat de schenker zijn hoofdverblijfplaats had in kwestieus onroerend goed, behoudens bewijs van het tegendeel, uit een uittreksel van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister.

Het voordeel van het verlaagd tarief blijft behouden zelfs indien de schenker zijn hoofdverblijfplaats niet in kwestieus onroerend goed heeft kunnen handhaven wegens overmacht of om dwingende redenen van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard.

Onder dwingende reden van medische aard in de zin van dit artikel wordt meer bepaald een toestand van behoefte aan verzorging voor de schenker, diens echtgenoot/echtgenote, wettelijk samenwonende, kinderen of kinderen van zijn echtgenote/haar echtgenoot of wettelijk samenwonende verstaan, die opgetreden is na aankoop van de woning en waardoor de schenker in de onmogelijkheid verkeert om de woning te blijven betrekken, zelfs bijgestaan door zijn gezin of een gezinshulporganisatie.

§ 3. Voor de schenkingsakten die onderworpen zijn aan het recht van § 1 wordt vrijgesteld van het schenkingsrecht hetgeen aan een begiftigde in de rechte lijn, tussen echtgenoten of wettelijk samenwonenden wordt gegeven :

- tegen een bedrag van 12.500,00 euro;

- tegen een bijkomend bedrag van 12.500,00 euro indien het bruto-aandeel van die begiftigde, onderworpen aan het recht van § 1, 125.000,00 euro niet te boven gaat.

Het vrijgestelde totaalbedrag wordt bij voorrang aangerekend op de opeenvolgende schijven van het bruto-aandeel dat onderworpen is aan het recht van § 1, te beginnen met de laagste. »

Art. 4. In artikel 132², lid 2, 3^o, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij artikel 157 van de wet van 22 december 1989 en gewijzigd bij het decreet van 18 december 2003, worden de woorden "of hoofdzakelijk" ingevoegd tussen de woorden "uitsluitend" en "van de adoptant".

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 132³ ingevoegd, luidende :

« Art. 132³. Voor de toepassing van deze afdeling worden gelijkgesteld met schenkingen in de rechte lijn, middels bewijzen die door betrokkene verstrekt dienen te worden :

1^o de schenkingen tussen een persoon en een kind van de echtgenoot/echtgenote of de wettelijk samenwonende van die persoon; die gelijkstelling geldt eveneens indien de schenking plaatsvindt na het overlijden van die echtgenoot/echtgenote of die wettelijk samenwonende;

2^o de schenkingen tussen een persoon en het kind dat door die persoon als opvangouder in de zin van artikel 1, 5^o, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd of als voogd, toezienende voogd of pleegvoogd in de zin van Titel X van Boek één van het Burgerlijk Wetboek is opgevoed, op voorwaarde dat het kind, vóór de leeftijd van eenentwintig jaar te hebben bereikt en tijdens zes ononderbroken jaren, uitsluitend of hoofdzakelijk van die persoon, of eventueel van die persoon en diens echtgenoot/echtgenote of diens wettelijk samenwonende tezamen, de bijstand en de zorg heeft gekregen die kinderen normalerwijze van hun ouders krijgen. »

Art. 5bis. De leden 2 tot 4 van artikel 133 van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« De belastbare grondslag wordt in de volgende gevallen evenwel als volgt bepaald :

a) Als de schenking beursgenoteerde openbare effecten betreft, wordt de belastbare grondslag bepaald door de waarde voortvloeiend uit de laatste prijscourant die op last van de regering bekend is gemaakt vóór de datum waarop het recht eisbaar is geworden.

b) Als de schenking het vruchtgebruik of de blote eigendom van een onroerend goed betreft, wordt de belastbare grondslag bepaald op de wijze vermeld in de artikelen 47 tot en met 50.

c) Voor de schenkingen van het op het hoofd van de begiftigde of een derde gevestigde vruchtgebruik van roerende goederen geldt als belastinggrondslag het bedrag verkregen door de vermenigvuldiging van de jaarlijkse opbrengst van de goederen, forfaitair vastgesteld op 4 ten honderd van de verkoopwaarde van de volle eigendom van de goederen, met het getal dat in de tabel van artikel 47, eerste lid, wordt aangegeven tegenover de leeftijdsklasse waartoe diegene op wiens leven het vruchtgebruik gevestigd is, behoort op de datum van de schenking.

Voor de schenkingen van het voor een bepaalde tijd gevestigde vruchtgebruik van roerende goederen geldt als belastinggrondslag het bedrag verkregen door kapitalisatie van de jaarlijkse opbrengst tegen 4 ten honderd over de duur van het vruchtgebruik bepaald in de schenkingsakte. De jaarlijkse opbrengst wordt forfaitair vastgesteld op 4 ten honderd van de verkoopwaarde van de volle eigendom van die goederen. Het aldus verkregen bedrag van de

belastinggrondslag mag evenwel niet gaan boven de waarde berekend volgens het vorig lid indien het vruchtgebruik gevestigd is ten bate van een natuurlijke persoon, hetzij boven twintigmaal de opbrengst indien het vruchtgebruik gevestigd is ten bate van een rechtspersoon.

In geen enkel geval mag het vruchtgebruik een waarde toegewezen worden die de vier vijfde van de verkoopwaarde van de volle eigendom van de geschonken roerende goederen te boven gaat.

Indien het vruchtgebruik op het hoofd van twee of meerdere personen is gevestigd met recht van aanwas of terugvalling, is de leeftijd die in overweging dient te worden genomen voor de berekening van het getal opgenomen in de tabel van artikel 47, lid één, die van de jongste persoon.

d) Wat betreft de schenkingen van de blote eigendom van roerende goederen, is de belastbare grondslag de verkoopwaarde van de volle eigendom van de goederen verminderd met de waarde van het vruchtgebruik berekend volgens c) hierboven.

Indien het verlaagd tarief van artikel 131*bis* toegepast wordt op een schenking van de blote eigendom van roerende goederen waarvan het vruchtgebruik door de schenker is voorbehouden, is de belastbare grondslag de verkoopwaarde van de volle eigendom van de goederen.

e) Voor schenkingen van een lijfrente of een levenslang pensioen wordt het recht berekend over het jaarlijks bedrag van de uitkering, vermenigvuldigd met de leeftijdscoëfficiënt die volgens de tabel in artikel 47, lid op de begiftigde moet worden toegepast en bepaald wordt door de leeftijd van de begiftigde op de dag van de schenkingsakte.

f) Voor schenkingen van een altijd durende rente wordt het recht berekend over het jaarlijks bedrag van de rente vermenigvuldigd met twintig. »

Art. 6. Artikel 134 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende leden :

« Voorzover de schenking onderworpen is aan het tarief van artikel 131, wordt de last voor de derde eveneens als schenking belast volgens de tarieven vastgesteld in artikel 131.

“Voor zover de schenking onderworpen is aan het tarief van artikel 131*ter*, wordt de last voor de derde eveneens als schenking belast volgens de tarieven vastgesteld in artikel 131*ter*. »

Art. 7. In artikel 135, lid één, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, vervangen bij artikel 21 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967, en gewijzigd bij artikel 158, 1°, van de wet van 22 december 1989, bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij artikel 42, 5°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001, worden de woorden “vastgesteld in artikel 131 en van het recht vastgesteld in artikel 131*ter*” ingevoegd tussen de woorden “het bedrag van het recht” en “vereffend ten laste van de begiftigde”.

Art. 8. In artikel 136, lid vier, van hetzelfde Wetboek wordt het woord “wettige” geschrapt.

Art. 9. Artikel 137 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden “onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131*ter*” worden ingevoegd tussen de woorden “schenking” en “toepasselijk”;

2° de woorden “onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131*ter*” worden ingevoegd tussen de woorden “schenkingen” en “welke reeds tussen dezelfde partijen”;

Art. 10. Artikel 138¹ van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 160 van de wet van 22 december 1989, bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2000 en bij artikel 42, 5°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2001 wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid één, :

- worden de woorden “onderworpen aan het recht van artikel 131 en de akten van schenking onderworpen aan het recht van artikel 131*ter*” ingevoegd tussen de woorden “schenking” en “melding”;

- worden de woorden “onderworpen aan het recht van artikel 131 en aan het recht van artikel 131*ter*, en” ingevoegd tussen de woorden “schenking” en “zijn voorgekomen”;

2° worden in lid drie de woorden “voor de akten van schenking onderworpen aan het recht van artikel 131 of van artikel 131*ter*” ingevoegd tussen de woorden “opgaven en vermeldingen” en de woorden “mogen gedaan worden”.

Art. 11. In artikel 139 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden “graad van verwantschap” en de woorden “tussen schenker en begiftigde” de woorden “of band van aanverwantschap of wettelijk samenwonen of van het statuut van opvangouder” ingevoegd.

Art. 12. Artikel 140 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 12 april 1957, bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 12 september 1957, bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 juli 1961, bij artikel 55 van de wet van 22 juli 1970, bij artikel 161 van de wet van 22 december 1989, bij artikel 13 van de wet van 20 juli 1990, bij artikel 43 van de wet van 2 mei 2002 vernietigd bij arrest nr. 45/2004 van het Arbitragehof van 17 maart 2004, en bij artikel 12 van het programmadecreet van 18 december 2003, wordt gewijzigd als volgt :

1° lid één wordt vervangen als volgt :

« De rechten vastgesteld in, al naargelang, artikel 131 of artikel 131*bis*, worden verlaagd :

1° tot 5,5 % voor de schenkingen aan :

- de provincies, de gemeenten, de provinciale en gemeentelijke openbare inrichtingen, de intercommunales, de autonome gemeentebedrijven, gelegen in het Waalse Gewest;

- de maatschappijen erkend door de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

- het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Woningsfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

- de instellingen met een maatschappelijk doel bedoeld in artikel 191 van de Waalse Huisvestingscode die door de Waalse Regering als agentschappen voor sociale huisvesting, sociale buurtregieën of verenigingen voor de bevordering van de huisvesting worden erkend;

1°*bis* tot 0 % voor de schenkingen aan :

- aan het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;

- de publiekrechtelijke rechtspersonen opgericht bij een decreet van de raden van Gewest of Gemeenschappen bedoeld onder de eerste streep;

2° tot 7 % voor de schenkingen, met inbegrip van de opbrengsten om niet, aan de verenigingen zonder winstoogmerk, aan de mutualiteiten of nationale verenigingen van mutualiteiten, de beroepsverenigingen en de internationale verenigingen zonder winstoogmerk, de privé-stichtingen en de stichtingen van algemeen nut;

3° 100 euro voor de schenkingen, met inbegrip van de opbrengsten om niet, gedaan aan de stichtingen of rechtspersonen die in het 2° bedoeld zijn, zo de schenker zelf een van die stichtingen of rechtspersonen is;

4° 1,10 % voor de schenkingen, met inbegrip van de opbrengsten om niet, gedaan door de gemeenten aan de pensioenfondsen die zij onder de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben opgericht in uitvoering van een door de toezichthoudende overheid goedgekeurd financieel saneringsplan. »;

2° in lid 2 worden de woorden "De verlagingen ingeschreven in het eerste lid, 1°, 2°, 3° en 4°" vervangen door de woorden "De verlagingen ingeschreven in lid één, 2°, 3° en 4°". De woorden "en aan de stichtingen bedoeld in lid één, 2°" worden toegevoegd na de woorden "en aan de rechtspersonen".

In lid 2, a, worden tussen de woorden "de rechtspersoon" en "dient" de woorden "of de stichting" toegevoegd;

3° in lid 2, b.,

- worden tussen de woorden "de rechtspersoon" en "dient" de woorden "of de stichting" toegevoegd;

Vervolgens wordt volgend lid toegevoegd :

"In afwijking van voorgaande dient die privé-stichting evenwel, indien de begiftigde een privé-stichting is, in die zetel als hoofdactiviteit en met een belangeloos doel, doelen van maatschappelijke aard te vervolgen op het ogenblik van de schenking";

- in lid 2, c, worden tussen de woorden "de rechtspersoon" en "dient" de woorden "of de stichting" toegevoegd; Vervolgens worden de woorden "Indien de begiftigde rechtspersoon vermeld" vervangen door de woorden "Indien de begiftigde vermeld";

4° dit artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« Indien de begiftigde vermeld in beide eerste leden een privé-stichting is die rechtsgeldig is samengesteld in België of in het buitenland, overeenkomstig de wet van de staat waaronder ze valt, wordt de toepassing van het verlaagd tarief ondergeschikt gemaakt aan de indiening door de stichting, samen met de akte waarin de schenking wordt vermeld, van een attest van de erkenning van die stichting als een stichting met een maatschappelijk karakter, aangevraagd bij de Minister van Financiën van het Waalse Gewest. De wijze waarop die erkenning wordt aangevraagd, wordt door de Regering van het Waalse Gewest bepaald. »

HOOFDSTUK II. — Aanpassing van de tarieven van de successierechten

Art. 13. Artikel 54, 1°, van het Wetboek der successierechten, vervangen bij artikel 3 van het decreet van 22 oktober 2003, wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° hetgeen verkregen wordt door een bij de wet tot de erfenis geroepen erfgenaam in de rechte lijn, of tussen echtgenoten, of tussen wettelijk samenwonenden bedoeld in artikel 48 :

- tegen een bedrag van 12.500,00 euro;

- tegen een bijkomend bedrag van 12.500,00 euro indien het netto-aandeel van die begiftigde, onderworpen aan het recht van § 1, 125.000,00 euro niet te boven gaat.

Het vrijgestelde totaalbedrag wordt ten gunste van de kinderen van de overledene die de leeftijd van eenentwintig jaar niet hebben bereikt, vermeerderd met 2.500,00 euro voor elk vol jaar dat nog moet verlopen tot zij de leeftijd van eenentwintig jaar bereiken en, ten gunste van de overlevende wettelijk samenwonende of echtgenoot, met de helft der bijabattementen welke de gemene kinderen samen genieten.

Het vrijgestelde totaalbedrag, eventueel vermeerderd, wordt bij voorrang toegerekend op de opeenvolgende schijven van het netto-aandeel in een onroerend goed bedoeld bij het specifieke tarief van artikel 60ter, te beginnen met de laagste schijf, waarbij het saldo eventueel aangerekend wordt op de opeenvolgende schijven van het netto-aandeel in de andere goederen die onderworpen zijn aan het normale tarief van artikel 48, tabel I, te beginnen met de laagste schijf; ».

Art. 14. Artikel 55 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 55. Van de rechten van successie en van overgang bij overlijden worden vrijgesteld de legaten aan :

- het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;

- de publiekrechtelijke rechtspersonen opgericht bij een decreet van de raden van Gewest en Gemeenschappen bedoeld onder de eerste streep. »

Art. 15. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 59. De successierechten en rechten van overgang bij overlijden worden verlaagd tot :

1° 5,5 % voor de legaten aan :

- de provincies, de gemeenten, de provinciale of gemeentelijke openbare inrichtingen, de intercommunales, de autonome gemeentebesturen, gelegen in het Waalse Gewest;

- de maatschappijen erkend door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij);

- het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

- de instellingen met een maatschappelijk doel bedoeld in artikel 191 van de Waalse Huisvestingscode die door de Waalse Regering als agentschappen voor sociale huisvesting, sociale buurtregieën of verenigingen voor de bevordering van de huisvesting worden erkend;

2° tot 7 % voor de legaten aan de verenigingen zonder winstoogmerk, aan de mutualiteiten of nationale verenigingen van mutualiteiten, de beroepsverenigingen en de internationale verenigingen zonder winstoogmerk, de privé-stichtingen en de stichtingen van algemeen nut. »

Art. 16. Artikel 60 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de woorden "De artikelen 55 en 59 zijn enkel van toepassing op" vervangen door de woorden "Artikel 59, 2°, is enkel van toepassing op";

2° in § 2, lid 1, *b*, wordt volgende lid toegevoegd :

« In afwijking van voorgaande dient die stichting evenwel, indien die rechtspersoon een privé-stichting is, in die zetel als hoofdactiviteit of met een belangeloos doel, doelen van maatschappelijke aard te vervolgen op het ogenblik dat de erfopvolging openvalt; »;

3° dit artikel wordt aangevuld met volgend lid :

« § 3. Indien de rechtspersoon vermeld in § 1 een privé-stichting is die rechtsgeldig is samengesteld in België of in het buitenland, overeenkomstig de wet van de staat waaronder ze valt, wordt de toepassing van het verlaagd tarief ondergeschikt gemaakt aan de indiening door de stichting, samen met de akte waarin het ontvangen legaat wordt vermeld, van een attest van de erkenning van die stichting als een stichting met een maatschappelijk karakter, aangevraagd bij de Minister van Financiën van het Waalse Gewest. De wijze waarop die erkenning wordt aangevraagd, wordt door de regering van het Waalse Gewest bepaald. »

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 60ter ingevoegd, luidende :

« Art. 60ter. § 1. Indien de erfopvolging van de overledene minstens één aandeel in volle eigendom in het onroerend goed bevat waar de overledene zijn hoofdverblijfplaats heeft gehad sinds minstens vijf jaar op datum van zijn overlijden en dat onroerend goed, geheel of gedeeltelijk bestemd voor bewoning en in het Waalse Gewest gelegen, verkregen wordt door een erfgenaam, een legataris of een begiftigde in de rechte lijn, door de echtgenoot of de wettelijk samenwonende van de overledene wordt het successierecht dat van toepassing is op de nettowaarde van zijn aandeel in die woning vastgesteld volgens het tarief aangegeven in onderstaande tabel.

Daarin wordt opgegeven :

onder littera *a* : het percentage geldend voor de overeenstemmende schijf;

onder littera *b* : het totaalbedrag van de belasting op de voorgaande schijven.

Tabel met betrekking tot het preferentiële tarief voor de netto-aandelen in woningen			
Schijf van de schenking			
Van	tot en met	<i>a</i>	<i>b</i>
EUR	EUR	pct.	EUR
0,01	25.000,00	1	-
25.000,01	50.000,00	2	250
50.000,01	175.000,00	5	750
175.000,01	250.000,00	12	7.000
250.000,01	500.000,00	24	16.000
meer dan 500.000		30	76.000

§ 2. Voor de toepassing van die bepaling blijkt het feit dat de overledene zijn hoofdverblijfplaats had in kwestieus onroerend goed, behoudens bewijs van het tegendeel, uit een uittreksel van het bevolkingsregister of van het vreemdelingenregister.

Het voordeel van het verlaagd tarief blijft behouden zelfs indien de overledene zijn hoofdverblijfplaats niet in kwestieus onroerend goed heeft kunnen handhaven wegens overmacht of om dwingende reden van medische, familiale, beroeps- of maatschappelijke aard.

Onder dwingende reden van medische aard in de zin van dit artikel wordt meer bepaald een toestand van behoefte aan verzorging voor de overledene, diens echtgenoot/echtgenote, wettelijk samenwonende, kinderen of kinderen van zijn echtgenote/haar echtgenoot of wettelijk samenwonende verstaan, die opgetreden is na aankoop van de woning en waardoor de overledene in de onmogelijkheid verkeert om de woning te blijven betrekken, zelfs bijgestaan door zijn gezin of een gezinshulporganisatie.

§ 3. Onder nettowaarde dient de waarde van het aandeel in de woning bedoeld in § 1 te worden verstaan, verminderd met het saldo van de schulden en de begrafeniskosten na toerekening op de goederen bedoeld bij artikel 60*bis*, zoals bepaald in artikel 60*bis*, § 2, met uitsluiting van die, welke in het bijzonder betrekking hebben op andere goederen. »

Art. 18. Artikel 66*bis* van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1939, wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De bepaling van lid één geldt niet :

1° voor de schenkingen van roerende goederen die het voorwerp hebben uitgemaakt van het evenredig recht vastgesteld in artikel 131*bis* van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten;

2° voor de schenkingen van ondernemingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van het verminderd tarief vastgesteld in artikel 140*bis* van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten. »

Art. 19. Artikel 66*ter* van het Wetboek der successierechten, ingevoegd bij het decreet van 17 december 1997, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 66*ter*. Bij toepassing van artikel 60*ter* worden de erfdelen van de rechthebbenden in de nettowaarden bedoeld in dit artikel toegevoegd aan hun erfdeel in de belastbare waarde van de andere goederen voor de toepassing van het progressieve tarief van artikel 48 op de overdracht van die andere goederen. »

HOOFDSTUK III. — Vereenvoudiging van de overdracht van ondernemingen, voor wat betreft de successierechten en de schenkingsrechten

Afdeling 1. — Overdracht van ondernemingen wat betreft de schenkingsrechten

Art. 20. Artikel 140*bis* van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 140*bis*. § 1. In afwijking van de artikelen 131 en 131*bis* wordt het schenkingsrecht verlaagd tot 0 % voor de schenkingen van ondernemingen indien die schenkingen, vastgesteld bij authentieke akte, als voorwerp hebben :

1° de overdracht om niet van een zakelijk recht op goederen die een universaliteit van goederen of een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de begiftigde alleen of samen met andere personen op de dag van de schenking een nijverheids-, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post uitoefent.

Het in artikel 131 vastgestelde recht blijft niettemin toepasselijk op de overdrachten van zakelijke rechten op onroerende goederen die geheel tot bewoning worden aangewend op het ogenblik van de authentieke akte van de schenking. Het in artikel 131 vastgestelde recht blijft niettemin toepasselijk op de overdrachten van zakelijke rechten op onroerende goederen die gedeeltelijk tot bewoning worden aangewend op het ogenblik van de authentieke akte van de schenking, in de mate van de verkoopwaarde van het deel van het onroerend goed dat voor bewoning wordt aangewend in verhouding tot de totale verkoopwaarde van het onroerend goed;

2° de overdracht om niet van een zakelijk recht op :

a) effecten van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie en die zelf of samen met haar dochtervennootschappen in hoofdberoep een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent op geconsolideerde basis voor de vennootschap en haar dochtervennootschappen, voor het lopende boekjaar van de vennootschap en voor elk van beide laatste boekjaren van de vennootschap, afgesloten op het ogenblik van de authentieke akte van de schenking;

b) schuldvorderingen op een in a) bedoelde vennootschap.

§ 2. De vermindering van het recht, vastgesteld bij § 1, wordt ondergeschikt gemaakt aan de naleving van gezamenlijke volgende voorwaarden :

1° het dient een onderneming te betreffen :

- ofwel die in Wallonië personeelsleden ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid tewerkstelt op datum van de authentieke schenkingsakte;

- ofwel waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige in Wallonië tewerkgestelde werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, op datum van de authentieke schenkingsakte;

2° indien het effecten en schuldvorderingen bedoeld in § 1, 2°, betreft :

- het geheel van de overgedragen effecten moet ten minste 10 % van de stemrechten in de algemene vergadering bedragen, op datum van de authentieke schenkingsakte;

- als het geheel van de overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering moet bovendien een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor een minimumperiode van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke schenkingsakte en betrekking hebben op minstens 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe de in dit artikel 140*quinquies*, § 1, bedoelde voorwaarden in acht te nemen;

3° de begiftigde die om de toepassing van het verlaagde recht verzoekt, dient in de inhoud of onderaan op de akte te verklaren dat de voorwaarden van dit artikel verenigd zijn en bij de akte een ondertekende verklaring te voegen waarvan de Regering van het Waalse Gewest het model bepaalt, evenals de stukken die erbij gevoegd dienen te worden; indien de akte betrekking heeft op meerdere opvolgers, dienen laatstgenoemden een gemeenschappelijke verklaring die elkeen ondertekend heeft, in te dienen.

Voor de toepassing van deze onderafdeling wordt de begiftigde die om de toepassing van het verlaagde recht verzoekt en die de verklaring opstelt, "opvolger" genoemd.

§ 3. Onder "effecten" wordt verstaan :

a. de aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en winstbewijzen van een vennootschap;

b. de certificaten m.b.t. de in a. bedoelde effecten :

- wanneer ze worden uitgegeven door rechtspersonen die gevestigd zijn in één van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte en die houder zijn van de effecten waarop de certificaten betrekking hebben;

- wanneer de uitgever van de certificaten alle rechten gebonden aan de effecten waarop ze betrekking hebben, met inbegrip van het stemrecht, uitoefent;

- wanneer dit certificaat bepaalt dat zijn titularis elk product of inkomen gebonden aan de effecten onderworpen aan de certificering van de uitgever van de effecten kan eisen.

« § 4. Onder "schuldvorderingen" wordt verstaan elke geldlening al dan niet in de vorm van effecten, gegeven door de schenker aan een vennootschap waarvan hij effecten bezit, wanneer deze lening rechtstreeks is gebonden aan de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, van het vrij beroep of van het ambt of post uitgeoefend ofwel door de vennootschap ofwel door de vennootschap zelf en haar dochtervennootschappen.

De bovenvermelde schuldvorderingen worden evenwel uitgesloten voorzover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de schenker op de datum van de authentieke akte van schenking. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als vrijgemaakt kapitaal. »

Art. 21. A. In artikel 140ter, 3°, derde streepje, a), van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005 wordt in het Frans het woord "actions" ingevoegd tussen de woorden "le droit réel dont il est titulaire sur les" en "ou parts faisant l'objet de la donation".

B. Hetzelfde artikel 140ter van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 140quater, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden de woorden "in de artikelen 140bis en 140ter" vervangen door de woorden "artikel 140bis".

Art. 23. In artikel 140quinquies, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, waarvan de actuele tekst § 2 zal vormen, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § 1 wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Het verlaagde recht van artikel 140bis wordt enkel behouden op voorwaarde dat :

1° de onderneming verder actief blijft tijdens minstens vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke schenkingsakte, ofwel als onderneming zoals bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, ofwel als onderneming zelf of als onderneming samen met haar dochtervennootschappen bedoeld in artikel 140bis, § 1, 2°, a);

2° het totaal aantal werknemers in de onderneming in Wallonië en het totaal aantal zelfstandigen die in hoofdberoep verbonden zijn aan de onderneming in Wallonië en die in het kader van het sociaal zelfstandigenstatuut in orde zijn met hun bijdragen, waarbij dat totaal aantal uitgedrukt wordt in voltijdse eenheden en waarbij dat aantal minstens één moet bedragen, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de authentieke schenkingsakte in jaargemiddelden op minstens 75 pct. van zijn bestand behouden blijft, ofwel als onderneming zelf of als onderneming samen met haar dochtervennootschappen bedoeld in artikel 140bis, § 1, 2°, a).

Als het verkregen totaal aantal één eenheid overschrijdt zonder een geheel getal te zijn, wordt het naar de lagere of hogere eenheid afgerond al naar gelang de eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5;

3° het tegoed dat in een activiteit, een vrij beroep of een ambt of post zoals bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, geïnvesteerd wordt of het maatschappelijk kapitaal van een vennootschap bedoeld in artikel 140bis, § 1, 2°, niet afnemen ten gevolge van vooruitnemingen of verdelingen tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de authentieke schenkingsakte;

4° de effectieve directiezetel van de vennootschap tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de authentieke schenkingsakte niet overgeheveld wordt naar een staat die geen lid is van de Europese Unie;

5° de opvolgers die niet aangeboden hebben om het verschuldigde recht zoals bedoeld in artikel 140sexies te betalen, de ontvanger van het kantoor waar de akte geregistreerd is, na afloop van de periode van vijf jaar na het overlijden bedoeld onder de nrs 1° tot en met 4° hierboven, een ondertekende verklaring verstrekken waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld onder de nrs 1° tot en met 4° hierboven en in lid 2 verder nageleefd worden. De wijze waarop die aanvraag wordt plaatsvindt, wordt door de Regering van het Waalse Gewest bepaald.

Wat betreft de zakelijke rechten op onroerende goederen die met het voordeel van het verlaagde recht zoals bedoeld in artikel 140bis, § 1, 1°, worden overgemaakt, wordt dat verlaagde recht enkel behouden op voorwaarden dat die onroerende goederen niet bestemd worden voor bewoning, noch geheel noch gedeeltelijk, tijdens een ononderbroken duur van vijf jaar te rekenen van de datum van de authentieke schenkingsakte. Indien de bewoning van het onroerende goed dat met het voordeel van het verlaagde recht gedeeltelijk een nieuwe bestemming krijgt, wordt het verlaagde recht enkel ingetrokken in de mate van de verkoopwaarde van het deel van het onroerend goed dat de nieuwe bestemming als bewoning kreeg, in verhouding tot de totale verkoopwaarde van het onroerend goed dat is overgemaakt met het voordeel van het verlaagde recht. »;

2° § 2 wordt gewijzigd als volgt :

- in lid één worden de woorden "de begiftigde, indien deze laatste" vervangen door de woorden "de opvolger, vanaf het ogenblik waarop de voorwaarden van § 1 niet meer vervuld zijn, behalve indien die opvolger gebruik heeft gemaakt van de mogelijkheid om voor te stellen om het verschuldigde recht te betalen, zoals bepaald bij artikel 140*sexies*, voor dat ogenblik";

- in lid 1 worden litterae a), b) en c) opgeheven :

- lid twee en drie worden opgeheven.

Art. 24. In artikel 140*sexies*, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord "begiftigde" wordt vervangen door het woord "opvolger";

2° de woorden "de activiteit moet worden voortgezet of het zakelijk recht op de aandelen of effecten behouden moet blijven" worden vervangen door de woorden "de voorwaarden van artikel 140*quinquies*, § 1, behouden moeten blijven en voor het aanbreken van het ogenblik bedoeld in artikel 140*quinquies*, § 2. »

Art. 25. Artikel 140*septies*, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998 en gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel 140*octies*, ingevoegd bij de wet van 22 december 1998, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid één worden de woorden "artikel 140*quinquies*" vervangen door de woorden "artikel 140*quinquies*, § 2";

2° in lid 2 wordt het woord "begiftigde" vervangen door het woord "opvolger".

Afdeling 2. — Overdracht van ondernemingen op het vlak van de successierechten

Art. 27. Artikel 48-2 van het Wetboek van successierechten, ingevoegd bij de wet van 8 december 1980 en gewijzigd bij het decreet van 14 november 2001 en bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001, wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel 60*bis* van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 60*bis*. § 1. In afwijking van artikel 48 wordt het successierecht en het recht van overgang bij overlijden verlaagd tot 0 % voor het verkrijgen van een netto-aandeel in een onderneming, indien de erfopvolging of de vereffening van het huwelijksvermogenstelsel ten gevolge van het overlijden :

1° een zakelijk recht bevat op goederen die een universaliteit van goederen of een bedrijfstak of een handelsfonds uitmaken, waarmee de de cujus alleen of samen met andere personen op de dag van het overlijden een nijverheids-, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, een vrij beroep of een ambt of post uitoefende.

Het in artikel 48 vastgestelde recht blijft niettemin toepasselijk op de overdrachten van zakelijke rechten op onroerende goederen die geheel tot bewoning worden aangewend op het ogenblik van het overlijden. Het in artikel 48 vastgestelde recht blijft eveneens toepasselijk op de overdrachten van zakelijke rechten op onroerende goederen die gedeeltelijk tot bewoning worden aangewend op het ogenblik van het overlijden, in de mate van de verkoopwaarde van het deel van het onroerend goed dat voor bewoning wordt aangewend in verhouding tot de totale verkoopwaarde van het onroerend goed;

2° een zakelijk recht bevat op :

a) effecten van een vennootschap waarvan de effectieve directiezetel gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie en die zelf of samen met haar dochtervennootschappen als hoofdberoep een industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwonderneming uitbaat of een vrij beroep, een ambt of een post uitoefent, op geconsolideerde basis voor de vennootschap en haar dochtervennootschappen, voor het lopende boekjaar van de vennootschap en voor elk der beide laatste boekjaren van de vennootschap, afgesloten op het ogenblik van het overlijden van de de cujus;

b) schuldvorderingen op een in voorgaande a) bedoelde vennootschap.

§ 1*bis*. De vermindering van het recht, vastgesteld bij § 1, wordt ondergeschikt gemaakt aan de naleving van gezamenlijke volgende voorwaarden :

1° het dient een onderneming te betreffen :

- die personeelsleden ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid tewerkstelt;

- ofwel waarin de uitbater(s) en hun echtgenote, hun wettelijk samenwonende, hun bloed- en aanverwanten in de eerste graad de enige in Wallonië tewerkgestelde werknemers van de onderneming zijn, aangesloten zijn bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en hun bijdrage in het kader van het sociaal statuut der zelfstandigen hebben betaald, op datum van de authentieke schenkingsakte;

2° indien het effecten en schuldvorderingen bedoeld in § 1, 2°, betreft :

- Het geheel van de overgedragen effecten moet ten minste 10 % van de stemrechten in de algemene vergadering bedragen.

- Als het geheel van de overgedragen effecten minder bedraagt dan 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering moet bovendien een aandeelhouderschapsovereenkomst gesloten worden voor een minimumperiode van vijf jaar te rekenen van de datum van het overlijden en betrekking hebben op minstens 50 % van de stemrechten in de algemene vergadering. Door het sluiten van deze overeenkomst verplichten de partijen zich ertoe de in § 3, bedoelde voorwaarden in acht te nemen;

3° de erfgenamen, legatarissen en begiftigden die om de toepassing van het verlaagde recht verzoeken, dienen de bevoegde ontvanger uiterlijk terzelfder tijd als de successieaangifte een attest afgeleverd door de Regering van het Waalse Gewest over te maken waarin bevestigd wordt dat de vereiste voorwaarden voor de daarin vermelde erfgenamen, legatarissen en begiftigden vervuld zijn.

Voor de toepassing van dit artikel worden die erfgenamen, legatarissen en begiftigden die om de toepassing van het verlaagde recht verzoeken en die houder van dat attest zijn, "opvolgers" genoemd.

De wijze waarop dat attest wordt aangevraagd en afgeleverd, evenals de stukken die erbij gevoegd dienen te worden, worden door de Regering van het Waalse Gewest bepaald.

§ 1^{ter}. Onder "effecten" wordt verstaan :

- a. de aandelen, winstaandelen, intekeningsrechten en winstbewijzen van een vennootschap;
- b. de certificaten die betrekking hebben op effecten bedoeld onder a.

- wanneer ze worden uitgegeven door rechtspersonen die gevestigd zijn in één van de lidstaten van de Europese Economische Ruimte en die houder zijn van de effecten waarop de certificaten betrekking hebben;

- wanneer de uitgever van de certificaten alle rechten gebonden aan de effecten waarop ze betrekking hebben, met inbegrip van het stemrecht, uitoefent;

- en wanneer dit certificaat bepaalt dat zijn titularis elk product of inkomen gebonden aan de effecten onderworpen aan de certificering van de uitgever van de effecten kan eisen.

§ 1^{quater}. Onder "schuldvorderingen" wordt verstaan elke geldlening al dan niet in de vorm van effecten, gegeven door de overledene aan een vennootschap waarvan hij aandelen of effecten bezit, wanneer deze lening rechtstreeks is gebonden aan de behoeften van de industriële, handels-, ambachts-, landbouw- of bosbouwactiviteit, van het vrij beroep of van het ambt of post uitgeoefend ofwel door de vennootschap ofwel door de vennootschap zelf en haar dochtervennootschappen.

De bovenvermelde schuldvorderingen worden evenwel uitgesloten voorzover het totale nominale bedrag van de schuldvorderingen hoger is dan het deel van het sociaal kapitaal dat werkelijk vrijgemaakt wordt en dat niet het voorwerp uitmaakt van een vermindering, noch van een terugbetaling in hoofde van de overledene op de datum van diens overlijden. De andere winsten dan de verdeelde en als dusdanig belaste winsten die in het kapitaal worden ingelijfd, worden niet beschouwd als vrijgemaakt kapitaal.

§ 2. Onder netto-aandeel dient de waarde te worden verstaan van het geheel van de zakelijke rechten op de goederen bedoeld in § 1, 1°, of de waarde van de zakelijke rechten op de effecten of schuldvorderingen bedoeld in § 1, 2°, verminderd met de schulden en de begrafeniskosten verstaan, met uitsluiting van :

- de schulden die in het bijzonder betrekking hebben op andere goederen dan die welke zijn overgedragen met toepassing van het verlaagde recht;

- de schulden die in het bijzonder betrekking hebben op een onroerend goed dat gedeeltelijk is overgedragen met toepassing van het verlaagde recht, gezien de gedeeltelijke bestemming ervan als woning, in dezelfde verhouding als die, welke bestaat tussen het aandeel in dat deel van het onroerend goed dat voor bewoning wordt bestemd en de totale verkoopwaarde van het onroerend goed.

§ 3. Het verlaagde recht van § 1 wordt enkel behouden op voorwaarde dat :

1° de onderneming verder actief blijft tijdens minstens vijf jaar te rekenen van de datum van het overlijden van de *cujus*, ofwel als onderneming zoals bedoeld in § 1, 1°, ofwel als onderneming zelf of als onderneming samen met haar dochtervennootschappen bedoeld in artikel § 1, 2°, a);

2° het totaal aantal werknemers in de onderneming in Wallonië en het totaal aantal zelfstandigen die voldoen aan de voorwaarden van § 1^{bis}, 1°, waarbij dat totaal aantal uitgedrukt wordt in voltijdse eenheden en waarbij dat aantal minstens één moet bedragen, tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van het overlijden van de *cujus* in jaargemiddelden op minstens 75 pct. van zijn bestand behouden blijft, ofwel als onderneming zelf als bedoeld in § 1, 1°, of als onderneming samen met haar dochtervennootschappen bedoeld in § 1, 2°, a).

Als het verkregen totaal aantal één eenheid overschrijdt zonder een geheel getal te zijn, wordt het naar de lagere of hogere eenheid afgerond al naargelang de eerste decimaal al dan niet gelijk is aan of hoger is dan 5;

3° het tegoed dat in een activiteit, een vrij beroep of een ambt of post zoals bedoeld in § 1, 1°, geïnvesteerd wordt of het maatschappelijk kapitaal van een vennootschap bedoeld in § 1, 2°, niet afnemen ten gevolge van vooruitnemingen of verdelingen tijdens de vijf eerste jaren te rekenen van de authentieke schenkingsakte;

4° de opvolgers die niet aangeboden hebben om het verschuldigde recht zoals bedoeld in § 5 te betalen, na afloop van de periode van vijf jaar na het overlijden bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 3° hierboven, een ondertekend attest verstrekken waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 3° hierboven en in lid 2 verder nageleefd worden. De wijze waarop dat attest wordt opgemaakt, wordt door de Regering van het Waalse Gewest bepaald;

5° bij elke vordering door de personeelsleden aangewezen door de Waalse Regering tijdens de periode van vijf jaar na het overlijden bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 3° hierboven, delen de opvolgers die niet aangeboden hebben om het verschuldigde recht te betalen zoals bedoeld in § 5 schriftelijk binnen de maand na de datum waarop de aanvraag is verstuurd, waarbij die termijn om gegronde redenen verlengd kan worden, de bestanddelen aan de hand waarvan vastgesteld kan worden dat de voorwaarden om in aanmerking te komen voor het verlengde recht verder nageleefd worden indien uit aanwijzingen kan blijken dat de voorwaarden bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 3° hierboven of in lid 2, niet meer vervuld zouden zijn.

In de aanvraag worden de aanwijzingen waaruit kan blijken dat de voorwaarden bedoeld onder de nrs. 1° tot en met 3° hierboven of in lid 2, niet meer vervuld zouden zijn, nader bepaald.

Wat betreft de zakelijke rechten op onroerende goederen die met het voordeel van het verlaagde recht zoals bedoeld in artikel § 1, 1^o, worden overgedragen, wordt dat verlaagde recht enkel behouden op voorwaarden dat die onroerende goederen niet bestemd worden voor bewoning, noch geheel noch gedeeltelijk, tijdens een ononderbroken duur van vijf jaar te rekenen van de datum van het overlijden van de de cujus. Indien de bewoning van het onroerende goed dat met het voordeel van het verlaagde recht gedeeltelijk overgedragen wordt, een nieuwe bestemming krijgt, wordt het verlaagde recht enkel ingetrokken in de mate van de verkoopwaarde van het deel van het onroerend goed dat de nieuwe bestemming als bewoning kreeg, in verhouding tot de totale verkoopwaarde van het onroerend goed dat is overgedragen met het voordeel van het verlaagde recht.

§ 4. Behalve in geval van overmacht wordt het overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 60 verschuldigde recht ten laste van de opvolgers eisbaar vanaf het ogenblik waarop de voorwaarden van § 3 niet meer vervuld zijn, behalve voor de opvolgers die gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid om voor te stellen om het bij § 5, leden 1 en 2, bepaalde verschuldigde recht, vóór dat ogenblik te betalen.

Indien het overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 60 verschuldigde recht eisbaar wordt overeenkomstig vorig lid, moeten de opvolgers bij het kantoor waar het verschuldigde recht geheven is, een nieuwe aangifte in de zin van artikel 37 indienen binnen de termijn van artikel 40 te rekenen van het verstrijken van het jaar waarin één van de oorzaken van de verschuldigdheid van dat recht opgetreden is.

§ 5. Elke opvolger die in aanmerking is gekomen voor de verlaging van het recht kan voorstellen om het verschuldigde recht te betalen overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 60 vóór verstrijken van de termijn van vijf jaar waarin de voorwaarden van § 3 in stand gehouden moeten worden en vóór aanbreken van het ogenblik vermeld in § 4, lid 1.

In dit geval moet de opvolger die in aanmerking is gekomen voor de verlaging van het recht bij het kantoor waar het verschuldigde recht geheven is, een nieuwe aangifte in de zin van artikel 37 indienen waarmee de samenstelling en de waarde van de goederen waarvoor hij het overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 60 wenst te betalen, bepaald wordt.

§ 6. De verklaringen bepaald bij de §§ 4 en 5, ondertekend door de betrokken opvolger(s), worden in twee exemplaren opgemaakt, waarvan één in het registratiekantoor blijft en het andere, voorzien door het registratiekantoor van een bericht van ontvangst van die nieuwe verklaring, door de betrokken opvolger(s) verstuurd wordt naar de dienst van de Waalse Regering die het attest bedoeld in § 1bis, 3^o, afgeleverd heeft.

In die verklaringen worden naam, voornaam, geboorte- en overlijdensdatum en laatste woonplaats van de de cujus vermeld, evenals het nieuwe feit waardoor de verschuldigdheid van het overeenkomstig de artikelen 48 tot en met 60 verschuldigde recht en alle bestanddelen die noodzakelijk zijn voor de vereffening van de belasting, bepaald wordt. »

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 29. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- hoofdstuk 3, dat in werking treedt op 1 januari 2006;
- artikel 21, A., dat gevolg heeft vanaf 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 279 (2005-2006), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 december 2005.

Bespreking. Stemming.